

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

QUAND LA CONTRAINTE NE FONCTIONNE PLUS : L'INEFFICACITÉ DE LA
DIPLOMATIE COERCITIVE ENVERS LE PROGRAMME NUCLÉAIRE NORD-CORÉEN

TRAVAIL DIRIGÉ

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

CASSANDRA BÉLANGER

DÉCEMBRE 2023

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce document diplômant se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév. 04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Ce travail dirigé n'aurait pas pu exister sans plusieurs personnes qui ont su m'aider et m'épauler.

Tout d'abord, merci à monsieur Charles-Philippe David de m'avoir épaulé tout au long de ce travail. Vos conseils, vos mots d'encouragement et votre soutien m'ont été précieux et je vous suis immensément reconnaissante.

Merci à mes parents qui ont su m'encourager au travers toute ma maîtrise, qui m'ont soutenu et qui ont cru en moi jusqu'au dernier mot écrit dans ce travail. Papa, maman, merci pour tout.

Un merci spécial à mon petit frère Dylan qui m'a lu et relu jusqu'à en avoir mal à la tête. Tes critiques m'ont été inestimables, merci d'être toujours là pour moi et de toujours me rassurer dans les moments difficiles.

Enfin, merci à Amélie. Merci d'avoir été à mes côtés dans les bons et mauvais moments. Merci d'être toujours là quoi qu'il arrive, et ce depuis le début. Merci de ton support, tes conseils, ta franchise, ta patience. Bref, merci tellement, je t'aime.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	ii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES.....	iv
RÉSUMÉ.....	v
ABSTRACT	vi
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 ÉTAT DE LA SITUATION SUR LA QUESTION NUCLÉAIRE.....	3
1.1 Historique du programme nucléaire nord-coréen.....	3
1.1.1 Les premiers pas vers un programme nucléaire.....	3
1.1.2 De la signature du TNP au premier sommet intercoréen : la « bonne foi » nord-coréenne.....	5
1.1.3 Un État voyou aux yeux du monde : le premier essai nucléaire	8
1.1.4 Un nouveau Kim au pouvoir : la dangereuse escalade nucléaire.....	11
1.2 Les mesures de diplomatie coercitive mises en place	14
1.2.1 Les sanctions économiques et commerciales.....	14
1.2.2 Les pressions militaires.....	18
CHAPITRE 2 POURQUOI LA DIPLOMATIE COERCITIVE NE FONCTIONNE PLUS?	20
2.1 Explications basées sur les théories des relations internationales.....	20
2.1.1 La théorie réaliste : jeux de puissance pour la survie.....	20
2.1.2 La théorie libérale : la (non) coopération internationale.....	24
2.1.3 La théorie constructiviste : les différences sociales et identitaires	29
2.2 Explications basées sur les éléments contextuels.....	34
2.2.1 Les éléments historiques : perte de confiance en la diplomatie et Guerre de Corée.....	34
2.2.2 La situation régionale et les lacunes du droit international.....	36
CONCLUSION	39
ANNEXE A LANCEMENTS DE MISSILES NORD-CORÉENS DE 1984 À 2022.....	45
ANNEXE B CARTE DE LA PROLIFÉRATION NUCLÉAIRE DANS LE MONDE EN 2020.....	46
ANNEXE C ÉTATS SOUS LE PARAPLUIE NUCLÉAIRE AMÉRICAIN	47
BIBLIOGRAPHIE	48

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

AIEA	Agence international de l'énergie atomique
KEDO	Organisation de développement énergétique coréenne
ONU	Organisation des Nations unies
TNP	Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques

RÉSUMÉ

La prolifération nucléaire est un problème qui résonne fortement lorsqu'il est question de la Corée du Nord. En effet, son programme nucléaire, lancé durant les années 1950, est centré sur la production d'armements nucléaires et ne cesse de prendre de l'ampleur. La communauté internationale a longtemps essayé de dissuader la Corée du Nord de poursuivre ce programme à l'aide de la diplomatie coercitive. Que ce soit par négociations, accords, sanctions économiques ou pressions militaires, la diplomatie coercitive n'a jamais réussi à contraindre définitivement la Corée du Nord d'abandonner son ambition nucléaire. Dans ce sens, ce travail tente de déterminer pourquoi la diplomatie coercitive n'est plus, et ne sera plus, efficace envers la Corée du Nord et son programme nucléaire. Dans un premier lieu, un historique du programme ainsi qu'une liste des mesures mises en place sont élaborés afin de comprendre l'inefficacité de la diplomatie coercitive. Dans un second lieu, il sera expliqué pourquoi la diplomatie coercitive n'est plus efficace à l'aide d'une approche multifactorielle, soit avec des théories des relations internationales et des éléments contextuels. Enfin, des alternatives à la diplomatie coercitive seront formulées dans une optique d'amélioration de la situation dans la péninsule coréenne.

Mots clés : Corée du Nord, armes nucléaires, diplomatie coercitive, prolifération nucléaire, sanctions

ABSTRACT

Nuclear proliferation is an issue that resonates strongly when it comes to North Korea. Its nuclear program, launched during the 1950s, is mainly focused on nuclear weapon production and its growth is ongoing and relentless. The international community tried for a long time to deter North Korea from pursuing this nuclear program using coercive diplomacy. Whether it be by ways of negotiations, agreements, economic sanctions or even military pressure, coercive diplomacy has never succeeded in definitively forcing North Korea to abandon its nuclear ambition. This piece of work will attempt to demonstrate why coercive diplomacy is no longer and will no longer be effective against North Korea and its nuclear program. Firstly, an overview of the history of the program along with a list of measures put in place are established to understand the ineffectiveness of coercive diplomacy. Secondly, it will be explained why coercive diplomacy is no longer effective using a multifactorial approach, that is, with theories of international relations and contextual elements. Lastly, alternatives to coercive diplomacy will be formulated with a view to improving the situation on the Korean peninsula.

Keywords : North Korea, nuclear weapons, coercive diplomacy, nuclear proliferation, sanctions

INTRODUCTION

Depuis sa première utilisation lors de la Seconde Guerre mondiale, l'arme nucléaire a su attiser une avidité de pouvoir pour plusieurs États autour du globe. Cependant, cette avidité n'était rien comparativement à la terreur universelle d'être réduit à néant par cette arme. Afin de s'assurer que les atrocités commises à Hiroshima et Nagasaki ne surviennent plus, les États du monde entier ont mis en place et ont pris part au régime de non-prolifération nucléaire. Celui-ci établit les normes d'un système international où les États ne produisent plus de nouvelles armes atomiques et cherchent à en diminuer la quantité jusqu'à ce qu'ils n'existent plus à l'aide de traités internationaux, d'accords multilatéraux et bilatéraux, d'organisations internationales et de législation locale des États participants. (*Non-Proliferation Regime: What Is It? Why Is It Important?*, 2023 ; *The nuclear non-proliferation and disarmament regime*, 2023) De ce fait, les acteurs étatiques participant à ce régime international se sont joints au Traité de non-prolifération nucléaire, l'instrument juridique contraignant principal du régime de non-prolifération qui assure une relative sécurité par rapport aux armements nucléaires. (*The nuclear non-proliferation and disarmament regime*, 2023)

Néanmoins, le régime de non-prolifération nucléaire ne convient pas pour tout le monde au sein du système international. Certains États préfèrent faire fi des règles pour se concentrer sur leurs propres intérêts nucléaires. Plusieurs cas de ces États hors du régime de non-prolifération ont commencé des programmes nucléaires dans le but explicite de créer des bombes atomiques. Il est possible de penser à l'Inde, Israël ou le Pakistan qui ont les capacités matérielles et la technologie pour produire de telles armes. (Kimball et Bugos, 2022) Toutefois, l'acteur le plus perturbateur par rapport à la question nucléaire est sans aucun doute la Corée du Nord. Depuis sa sortie du Traité de non-prolifération nucléaire en 2003 (Kimball et Bugos, 2022), la Corée du Nord continue de progresser dans son programme nucléaire malgré la quantité impressionnante de sanctions économiques, pressions militaires et tentatives de négociation infructueuses. Toutes ces méthodes utilisées pour tenter de contraindre la Corée du Nord proviennent de l'option tactique choisie et privilégiée par la communauté internationale pour faire face à l'État nord-coréen, c'est-à-dire la diplomatie coercitive. Cette dernière est définie par Peter Viggo Jakobsen comme étant « une stratégie fondée sur le brandissement de la menace, l'usage limité de la force, ainsi que l'offre de

stimulants visant à influencer un adversaire pour qu'il arrête ou suspende les actions qu'il a entreprises. » (Jakobsen, 2022, p. 279) Dans ce sens, la diplomatie coercitive vise la résolution de problèmes et de crises sans entrer en conflit armé. Elle se distingue des autres types de diplomatie par l'utilisation de la force comme moyen de pression, ce qui est, dans un sens, paradoxal lorsqu'il est question de diplomatie.

Cependant, malgré l'utilisation de cette approche diplomatique unique en son genre, la Corée du Nord ne flanche toujours pas face à la société internationale et au régime de non-prolifération nucléaire. Cette résilience face aux puissances coercitives et cet avancement dans l'armement nucléaire sont source d'inquiétudes et de déséquilibre dans la péninsule coréenne, si bien qu'il serait possible de croire que les stratégies utilisées par les grandes puissances sont désuètes. Face à un long historique de tentatives de dissuasion nucléaire et de mesures coercitives ratées, il est possible de se poser la question suivante : la diplomatie coercitive peut-elle être encore efficace contre la Corée du Nord par rapport à la question nucléaire?

Dans le travail qui suit, il sera argumenté que la diplomatie coercitive ne peut plus être efficace contre la Corée du Nord dû à une multitude de facteurs. Afin de bien comprendre l'essence du problème, l'argumentation sera divisée en deux parties. Le premier chapitre se concentre sur un historique du programme nucléaire nord-coréen et des tentatives de diplomatie coercitive utilisées par les États coercitifs. De plus, les mesures économiques et militaires seront élucidées pour prendre compte de l'ampleur des sanctions mises en place contre le régime nord-coréen. Cette première partie permettra de bien mettre en lumière les origines du programme nucléaire, mais surtout les tentatives de diplomatie coercitive qui ont été mises en place. Le deuxième chapitre porte sur les raisons de l'échec de la diplomatie coercitive à l'aide d'une approche multifactorielle. Dans un premier temps, une analyse à l'aide de trois grandes écoles théoriques des relations internationales, soit le réalisme, le libéralisme et le constructivisme, sera effectuée. Dans un deuxième temps, une analyse avec d'autres éléments, soit des éléments historiques et des éléments contextuels, sera élaborée. Le problème de l'inefficacité de la diplomatie coercitive par rapport à la Corée du Nord est très large et complexe, donc il est important d'adopter une analyse à plusieurs facteurs et approches afin de bien saisir le plus d'éléments de réponse possible. Enfin, en guise de conclusion, des pistes de solution alternatives qui pourraient être mises en place pour dissuader le régime nord-coréen de poursuivre son programme nucléaire seront élaborées.

CHAPITRE 1

ÉTAT DE LA SITUATION SUR LA QUESTION NUCLÉAIRE

Dans ce chapitre, il sera question de l'histoire du programme nucléaire nord-coréen et des tentatives de diplomatie coercitive effectuées. De la création du programme pendant les années 1950 jusqu'aux tensions d'aujourd'hui, plusieurs revirements de situation ont influencé ce dernier, en plus des relations entre la Corée du Nord et les États coercitifs. Esquisser l'historique du programme nucléaire permet de retracer les efforts de diplomatie coercitive effectués par la communauté internationale. De plus, un survol des mesures coercitives toujours imposées aujourd'hui sur la Corée du Nord sera élaboré pour comprendre l'échec de la diplomatie coercitive. Ainsi, il est important d'avoir un portrait historique complet et une description des mesures coercitives mises en place afin de comprendre l'inefficacité de la diplomatie coercitive.

1.1 Historique du programme nucléaire nord-coréen

1.1.1 Les premiers pas vers un programme nucléaire

L'ambition nucléaire de la République populaire démocratique de Corée a vu le jour dès les années 1950. En effet, bien que les deux Corée étaient encore en guerre, Pyongyang signe des accords de coopération avec l'Union soviétique en 1952 pour le développement de son propre programme nucléaire. Ces accords consistaient à envoyer des techniciens et des scientifiques en URSS afin que ces derniers puissent étudier dans plusieurs champs scientifiques, notamment dans le domaine nucléaire. (Hecker et Serbin, 2023, p. 25) Kim Il Sung, à la suite de la signature de ces accords, procéda à l'ouverture d'instituts de recherche sur l'énergie atomique en décembre 1952, instituts qui ont inévitablement contribué à l'élaboration du programme nucléaire nord-coréen. (Hecker et Serbin, 2023, p. 26) En 1959, le régime nord-coréen et l'Union soviétique signent un autre accord, mais, cette fois-ci, il s'agit d'un accord de coopération nucléaire. Dans ce sens, l'Union soviétique s'engageait à aider le plus possible la Corée du Nord pour la construction d'une première centrale nucléaire au cours des années 1960. (Hecker et Serbin, 2023, p. 26) Ainsi, le nouveau réacteur de recherche et le nouveau complexe nucléaire de recherche qui l'accompagne permirent à la Corée du Nord de faire ses premiers pas dans le monde nucléaire. Il va sans dire que ces deux éléments, soit la connaissance technique et l'acquisition d'un réacteur nucléaire, ont été essentiels pour le début du programme nucléaire nord-coréen. Sans l'aide de leur allié soviétique,

la Corée du Nord n'aurait peut-être pas pu progresser aussi rapidement vers la militarisation de leur énergie atomique.

Effectivement, grâce à la relation d'entraide avec l'Union soviétique, la Corée du Nord a été en mesure de débiter son programme militaire nucléaire dès les années 1960. Avant d'avoir réussi à développer des missiles fiables, le régime nord-coréen a obtenu toute une panoplie de missiles à courte distance, de missiles de protection des côtes et des lance-roquettes multiples de son allié soviétique. (Hecker et Serbin, 2023, p. 27-28) Un autre allié historique de la Corée du Nord, la Chine, a également fourni de l'aide au régime nord-coréen dans le domaine militaire.

En 1971, la Chine et la Corée du Nord ont conclu une entente militaire pour l'acquisition, le développement et la production de systèmes d'armement modernes. (Bermudez Jr., 1999, p. 3) Comme l'accord avec les Soviétiques, l'accord sino-nord-coréen permettait aux scientifiques nord-coréens d'aller suivre un entraînement en Chine pour apprendre comment entretenir et fabriquer des missiles. De plus, l'accord permettait l'acquisition de missiles chinois par la Corée du Nord et le transfert de technologies chinoises vers le territoire nord-coréen permettant la recherche et le développement de missiles. (Bermudez Jr., 1999, p. 3) Ainsi, cette entente avec la Chine a permis à la République Populaire Démocratique de Corée d'acquérir encore plus d'armes, mais surtout plus d'expertise nécessaire à la fabrication de ses propres missiles.

Il aura fallu attendre la fin des années 1970 et le début des années 1980 pour que le développement des missiles nord-coréens progresse d'un grand bond en avant. En effet, le gouvernement nord-coréen a procédé à l'achat de ses premiers missiles à propulsion liquide Scud-B de l'Égypte et a signé un accord de coopération et d'acquisition technologique avec ce gouvernement. (Bermudez Jr., 1999, p. 10) De ce fait, les scientifiques nord-coréens ont pu désassembler ces missiles pour mieux comprendre le fonctionnement de leur système de propulsion liquide. (Hecker et Serbin, 2023, p. 28) Toutes ces années de recherche, d'apprentissage et d'investissements avaient enfin abouti à la création dans le milieu des années 1980 de leur premier missile balistique fait en Corée du Nord : le Hwasong-5. (Bermudez Jr., 1999, p. 10) Avec ce premier type de missile, la Corée du Nord venait de franchir un nouveau cap vers l'indépendance militaire, mais également vers la militarisation de son programme nucléaire. Ce nouveau missile nord-coréen, une fois sa production débutée, fut exporté en Iran et permit de financer en partie le

développement dès le début des années 1990 d'une seconde génération de missiles nord-coréens plus performants, soit le Hwasong-6. (Hecker et Serbin, 2023, p. 28) Cette nouvelle génération de missiles balistiques a une portée nettement supérieure à celle de son prédécesseur, soit d'environ 500 km comparativement à environ 320 km pour le Hwasong-5, le rendant particulièrement attirant pour des nations désirant se le procurer. (Bermudez Jr., 1999, p. 11 ; Hecker et Serbin, 2023, p. 28) Leur attrait était tel qu'entre 300 et 500 missiles Hwasong-6 ont été vendus à l'Iran, la Syrie et la Libye pour un total de plusieurs centaines de millions de dollars. (Hecker et Serbin, 2023, p. 28) La commercialisation du Hwasong-6 a bien sûr permis au régime nord-coréen de renflouer les coffres, mais a également attiré le regard de la communauté internationale sur la militarisation éventuelle du programme nucléaire.

1.1.2 De la signature du TNP au premier sommet intercoréen : la « bonne foi » nord-coréenne

Dès les années 1980, la Corée du Nord avait tous les éléments nécessaires à la confection de sa première arme atomique : les scientifiques et techniciens spécialisés dans le domaine nucléaire, des réserves naturelles d'uranium sur le territoire nord-coréen, de l'expérience dans la construction de réacteurs nucléaires et de l'expérience dans la construction de missiles balistiques. (Carrel-Billiard et Wing, 2010, p. 28) Il ne s'agissait qu'une question de temps avant que la communauté internationale découvre des installations nucléaires inquiétantes en janvier 1985. En effet, c'est avec la découverte d'un réacteur nucléaire qui permet la production de plutonium que plusieurs États commencent à s'inquiéter par rapport au programme nucléaire nord-coréen, notamment les gouvernements américains et soviétiques. (Debs et Monteiro, 2017, p. 284) L'inquiétude était telle que les États-Unis incitaient d'autres États à restreindre leurs échanges de matériaux critiques avec la Corée du Nord afin de ralentir le plus possible la militarisation de leur programme nucléaire. (Debs et Monteiro, 2017, p. 284) En décembre 1985, l'Union soviétique ira jusqu'à négocier avec le régime nord-coréen leur signature du Traité de non-prolifération des armes nucléaires en échange de quatre réacteurs nucléaires à eau légère. (Debs et Monteiro, 2017, p. 284-285)

Avec ces négociations fructueuses, les dirigeants soviétiques ont franchi une étape décisive pour la sécurité mondiale. En effet, les États prenant part au TNP doivent respecter trois grands principes : les États n'ayant pas l'arme nucléaire renoncent à l'obtenir, les puissances nucléaires

s'engagent à continuer sur le chemin du désarmement nucléaire et tous les États s'engagent à favoriser la coopération internationale par rapport au domaine de l'énergie nucléaire pacifique. (Affaires mondiales Canada, 2017) Ainsi, en faisant signer la Corée du Nord, la communauté internationale pouvait être rassurée un minimum sachant que l'Agence internationale de l'énergie atomique pouvait maintenant aller faire des inspections sur le territoire nord-coréen. Avec ces inspections, l'AIEA pouvait valider ou non la prétendue bonne foi nord-coréenne face au nucléaire.¹ Théoriquement, la signature du TNP prouvait légalement que la Corée du Nord ne poursuivrait pas ouvertement son ambition de militariser son programme nucléaire.

Toutefois, en pratique, la Corée du Nord travaillait secrètement sur son arme atomique. De ce fait, le gouvernement américain a détecté en 1989 la construction d'un nouveau complexe nucléaire. Plusieurs experts dans le domaine nucléaire considéraient qu'il s'agissait d'un complexe pour accueillir un programme d'armement nucléaire clandestin. (Center for Korean Legal Studies, s. d.) En septembre 1992, lorsque le gouvernement nord-coréen donna la permission à l'AIEA d'inspecter trois de ses complexes nucléaires, les inspecteurs ont découvert des irrégularités entre les informations sur le plutonium fournies par la Corée du Nord et leurs données recueillies sur le terrain. (Hecker et Serbin, 2023, p. 32) Constatant ces irrégularités, les inspecteurs de l'AIEA demandèrent l'accès à d'autres installations nucléaires pour vérifier les stocks et productions de plutonium.

En réponse aux doutes croissants, le 12 mars 1993, la Corée du Nord annonce qu'elle compte sortir du Traité de non-prolifération des armes nucléaires en accord avec l'article X (1)² de ce même traité. (Hecker et Serbin, 2023, p. 32 ; Wolfsthal, 1993, p. 22) Dans un souci d'éviter le plus possible les graves répercussions et une nouvelle instabilité mondiale qu'entraînerait la sortie du TNP de la Corée du Nord, les États-Unis prirent l'initiative d'engager des discussions avec le régime nord-coréen pour les dissuader de quitter le TNP. (Wolfsthal, 1993, p. 22) En juin 1993, juste avant que la Corée du Nord puisse être en mesure de quitter le Traité de non-prolifération

¹ Malgré sa signature du TNP, la Corée du Nord n'a pas permis à l'AIEA de faire des inspections sur son territoire jusqu'en avril 1992. (Debs et Monteiro, 2017, p. 284-285) Normalement, tout État faisant partie du TNP doit permettre à l'AIEA d'aller dans les centrales nucléaires pour faire ses inspections quand cela est nécessaire.

² L'article X (1) du TNP stipule que tout État souhaitant sortir de ce traité dû à des « événements extraordinaires [...] [qui] ont compromis les intérêts suprêmes de son pays » (Nations Unies, 1968, art. X (1)) peut le faire avec un préavis de trois mois.

avec l'article X (1), la Corée du Nord suspend sa sortie du TNP pour commencer des négociations avec les États-Unis dans l'optique d'obtenir un accord bilatéral. (Hecker et Serbin, 2023, p. 32-33) Le but des décideurs nord-coréens? Éviter une confrontation sérieuse avec les États occidentaux et effectuer un premier pas significatif et stratégique pour se rapprocher des États-Unis. (Hecker et Serbin, 2023, p. 32)

Une ouverture avec les États-Unis pouvait être extrêmement bénéfique pour la Corée du Nord. En vérité, la Corée du Nord était sans alliée depuis la chute de l'Union soviétique en 1991. (Hecker et Serbin, 2023, p. 29) L'URSS fournissait à la Corée du Nord plusieurs types de ressources essentielles à son développement et lui fournissait également des systèmes de défense comme mentionné précédemment. Avec la disparition de cet allié précieux, la Corée du Nord se voit affaiblie et sans protection. En arrivant à un accord avec le gouvernement de Bill Clinton, elle pourrait donc avoir des ressources matérielles nécessaires à la survie de son régime et pourrait se faire légitimer par cette puissance mondiale. En 1994, Américains et Nord-Coréens parviennent à élaborer un accord qui cherchait à apaiser la menace nucléaire qui se préparait sur le sol nord-coréen. Ainsi, l'*Agreed Framework* du 21 octobre 1994 est un accord qui peut être divisé en trois volets, soit les engagements américains, les engagements nord-coréens et la création d'un nouveau consortium international, le KEDO. (États-Unis d'Amérique et République populaire démocratique de Corée, 1994) Les États-Unis devaient fournir à la Corée du Nord deux réacteurs nucléaires résistants à la prolifération nucléaire militaire, donc incapables de fournir des matières premières à la production d'armes atomiques. Ils devaient également fournir de grandes quantités de pétrole en attendant la construction de ces réacteurs. (Davenport, 2022b) En contrepartie, la Corée du Nord devait mettre en pause ses opérations nucléaires et les nouvelles constructions de réacteurs à potentiel de prolifération nucléaire. (Davenport, 2022b) Enfin, l'Organisation de développement énergétique coréenne a été créée grâce à cette entente bilatérale en 1995.³

En somme, il est important de mentionner que l'*Agreed Framework* de 1994 est la première vraie tentative de diplomatie coercitive qui a fonctionné avec la Corée du Nord. Bien que, tel qu'on le verra plus tard, l'entente ne tiendra pas dans le temps, il n'en reste pas moins que le

³ Le KEDO est une organisation internationale regroupant plusieurs États, dont originellement les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud. Elle sert à s'assurer de la bonne application de l'*Agreed Framework*. (KEDO, s. d.)

gouvernement de Bill Clinton a réussi un grand coup de diplomatie coercitive en signant cette entente avec le régime de Kim Jong Il. Cette entente sera le seul véritable essai de coercition qui a fonctionné avec la Corée du Nord. En effet, cet accord aura mis fin à dix-huit mois de crise où la Corée du Nord menaçait de quitter le TNP, en plus de permettre la suspension temporaire de la production de plutonium nord-coréenne. (Davenport, 2022b) Il s'agit réellement d'un pic dans la relation entre la Corée du Nord et le monde occidental. À partir de 1994, cette relation va toutefois plonger peu à peu vers l'insécurité et l'incertitude dues au programme nucléaire militaire nord-coréen.

1.1.3 Un État voyou aux yeux du monde : le premier essai nucléaire

Malgré l'apaisement nucléaire établi par l'*Agreed Framework* et le travail de l'administration Clinton, ce début d'abandon nucléaire va s'écrouler progressivement avec l'arrivée au pouvoir de George W. Bush. En effet, la politique extérieure Bush par rapport à la Corée du Nord était à l'opposé de celle de l'administration Clinton. L'administration Clinton avait opté pour une politique plus douce et collaborative avec le régime nord-coréen, une approche qui a fait ses preuves considérant le succès de l'*Agreed Framework* et le communiqué conjoint du 12 octobre 2000. (Hecker et Serbin, 2023, p. 36) Dans ce communiqué, les gouvernements nord-coréen et américain expriment leur désir de continuer à améliorer leur relation et souhaitent continuer à appliquer l'*Agreed Framework* de 1994. (Département d'État des États-Unis, 2000) En somme, les gouvernements Kim et Clinton souhaitaient continuer avec la même politique extérieure douce et collaborative qui assurait une relation amicale entre les deux nations. (Hecker et Serbin, 2023, p. 36-37)

En arrivant à la Maison-Blanche en 2001, le président W. Bush a amené au sein de son administration des conservateurs de ligne dure qui souhaitaient avoir une approche plus agressive et ferme concernant le nucléaire nord-coréen. (Hecker et Serbin, 2023, p. 37) Après le 11 septembre 2001, les États-Unis ont nettement changé leur approche diplomatique par rapport aux États du monde entier avec une vision manichéenne du monde. En effet, la lutte contre le terrorisme est rapidement devenue la priorité numéro un du gouvernement américain. (David, 2015, p. 804) Pour justifier sa politique extérieure agressive et les guerres qui vont s'en suivre, W. Bush créa ainsi un nouveau concept phare pour les États-Unis : l'axe du mal. (David, 2015, p. 806-807) En janvier

2002, le président W. Bush ira même jusqu'à déclarer que la Corée du Nord fait partie de cet axe et « qu'elle parrainait le terrorisme international en faisant proliférer les armes atomiques. » (Hecker et Serbin, 2023, p. 37) Avec cette déclaration, les États-Unis venaient de franchir un point de non-retour en désignant la Corée du Nord comme étant un État voyou. Depuis ce moment important dans l'histoire du programme nucléaire nord-coréen, la Corée du Nord sera considérée comme un État marginal au sein du régime de non-prolifération nucléaire et ses relations avec la communauté internationale ne vont qu'en pâtir.

Sans grande surprise, à la suite de cette désignation et la dégradation des liens avec les États-Unis, la Corée du Nord se retire du TNP le 10 janvier 2003. (Center for Korean Legal Studies, s. d.) Effectivement, en octobre 2002, la Corée du Nord avait reconnu avoir un programme nucléaire secret pour la production d'armes atomiques à base d'uranium. (Center for Korean Legal Studies, s. d.) En avouant leur production d'armes nucléaires, le régime nord-coréen venait de briser l'*Agreed Framework* de 1994, leur laissant le champ libre pour quitter une fois pour toutes le TNP et commencer leur production d'armes nucléaires. (Center for Korean Legal Studies, s. d.) Ce départ du TNP a secoué violemment la communauté internationale et les grandes puissances dénonçaient vivement cette action de la part de la Corée du Nord. Il est important de souligner que les États-Unis ont rapidement communiqué avec la Chine pour tenter de trouver une solution à ce problème d'une ampleur démesurée. (Staff and agencies, 2003) Cette solution se concrétisera quelques mois plus tard, soit le 9 août 2003, avec le début des Pourparlers à six. Ces pourparlers ont eu lieu à Beijing et regroupaient la Corée du Nord, la Corée du Sud, la Chine, le Japon, la Russie et les États-Unis. (Council on Foreign Relations, 2022a) Le but de ces négociations était de sécuriser la péninsule coréenne en réclamant le désarmement nucléaire complet, vérifiable et irréversible de la Corée du Nord. En contrepartie, les États-Unis allaient donner des garanties sécuritaires à la Corée du Nord seulement si cette dernière acceptait le désarmement nucléaire. (Hecker et Serbin, 2023, p. 43) Les deux parties avaient des lignes dures qui ne laissaient pas place aux compromis, faisant en sorte que cette tentative de désarmement nucléaire par diplomatie coercitive n'a pas fonctionné du tout.

Pendant ces rondes de négociations, l'inévitable se produisit : la Corée du Nord procéda à son premier essai nucléaire le 9 octobre 2006. (Council on Foreign Relations, 2022a) Le Conseil de Sécurité condamna fermement et unanimement cet essai nucléaire en imposant des sanctions

économiques sévères. (Council on Foreign Relations, 2022a) Il est possible d'affirmer que la Corée du Nord venait de franchir un point où il était peu probable qu'elle fasse marche arrière. En effet, ayant obtenu enfin le moyen de défense ultime, la Corée du Nord venait d'atteindre l'un des buts de la *Juche*, soit l'indépendance militaire.⁴ (Lee, 2003, p. 105) Avec l'arme nucléaire, la Corée du Nord n'aurait plus jamais besoin de garanties sécuritaires et de prêts de systèmes d'armements provenant d'alliés. Le régime nord-coréen pouvait donc commencer tranquillement à assurer soi-même sa propre survie. Cependant, cela était au prix de nombreuses résolutions du Conseil de Sécurité et sanctions économiques de la communauté internationale, mais également de pressions militaires provenant de la communauté internationale visant à la dissuader d'emprunter la voie nucléaire. (Council on Foreign Relations, 2022b)

En 2007, les Pourparlers à six parviennent à un accord de suspension temporaire des activités nucléaires sur le territoire nord-coréen en échange d'une aide économique et énergétique sous forme d'environ un million de tonnes de pétrole brut. (AFP, 2007) Cet accord ne sera pas maintenu puisque la Corée du Nord reprendra ses activités nucléaires en 2008 puisqu'elle n'accepte pas la mise en place d'un système de vérification qui confirmerait son abandon du nucléaire. (Center for Korean Legal Studies, s. d.) en arrivant au pouvoir en 2008, Barack Obama déclarait qu'il souhaitait reprendre les discussions avec la Corée du Nord et promouvoir une approche diplomatique, une approche appréciée par leurs homologues nord-coréens. (Center for Korean Legal Studies, s. d. ; Hecker et Serbin, 2023, p. 209) En effet, la politique étrangère de l'administration Obama envers la Corée du Nord était fondée sur les approches de la patience stratégique et du dialogue stratégique. (Dimitrova, 2012, p. 240 ; Jackson, 2019, p. 594) Cette approche prônait le dialogue et le rapprochement diplomatique tout en conservant une certaine pression à l'aide des sanctions déjà en place. (Dimitrova, 2012, p. 240 ; Jackson, 2019, p. 594) Cependant, ces échanges diplomatiques furent remplacés par un ajout de sanctions sévères causées par le deuxième test nucléaire le 25 mai 2009. (Hecker et Serbin, 2023, p. 221-222) Encore une fois, la diplomatie coercitive avait échoué à dissuader la Corée du Nord à continuer son programme

⁴ La *Juche* est une idéologie politique mise en place par Kim Il Sung en 1972. Elle porte sur un désir d'indépendance sur trois aspects de la Corée du Nord pour assurer la survie de la nation. Ces trois aspects sont l'indépendance militaire, l'indépendance économique et l'indépendance politique. (Lee, 2003, p. 105)

nucléaire, tant avec les sanctions et les pressions militaires qu'avec les négociations et ententes multilatérales et bilatérales.

1.1.4 Un nouveau Kim au pouvoir : la dangereuse escalade nucléaire

Le 17 décembre 2011, le régime nord-coréen change lorsque Kim Jong Un devient le nouveau dirigeant suprême du pays. Dans un souci de tenter une approche diplomatique une fois de plus, l'administration Obama offrit au leader et l'élite dirigeante nord-coréenne une nouvelle ronde de négociations. (Hecker et Serbin, 2023, p. 260) Dans ce nouvel accord, surnommé le *Leap Day Deal*, signé le 29 février 2012, la Corée du Nord s'engageait à mettre en place un moratoire sur les lancements de missiles de longue portée, les tests nucléaires et les activités nucléaires servant au programme militaire. (Panda, 2016) En échange, lorsque le moratoire aurait été confirmé, les États-Unis s'engageaient à envoyer 240 000 tonnes d'aide alimentaire. (Panda, 2016) Cet accord a toutefois été de courte durée puisque les États-Unis ont annulé celui-ci lorsque la Corée du Nord a tenté de lancer un satellite d'observation dans l'espace en avril 2012 et un deuxième en décembre 2012, sans compter le troisième test nucléaire du 12 février 2013, test qui fut le dernier clou qui scellait le cercueil du *Leap Day Deal*. (Panda, 2016)

Comme toutes les autres tentatives d'accord ou d'entente, le *Leap Day Deal* est un exemple de diplomatie coercitive qui n'a pas su fonctionner avec la Corée du Nord. Les réels objectifs et attentes des deux parties étaient complètement aux opposés, ce qui rend la tâche de maintenir les engagements pris très difficiles des deux côtés. Il est possible de penser que les États-Unis et la Corée du Nord avaient sûrement beaucoup de difficulté à comprendre les enjeux et objectifs qui tenaient à cœur à la partie adverse, ce qui rend le maintien de l'accord encore plus difficile. En abandonnant le *Leap Day Deal*, les États-Unis ne pouvaient pas s'attendre à ce que la Corée du Nord décide d'abandonner la diplomatie pendant presque cinq ans et se concentre totalement sur son programme nucléaire. (Hecker et Serbin, 2023, p. 266)

De 2013 à 2016, le régime de Kim Jong Un se focalise principalement sur le développement de son programme nucléaire malgré les sanctions et l'isolement qui l'afflige. (Council on Foreign Relations, 2022a) Pendant cette période, la Corée du Nord a été en mesure de faire trois tests

nucléaires⁵, escaladant par le fait même la tension régnant dans le système international. Durant cette période, le nombre de lancements de missile a accru substantiellement sous le régime de Kim Jong Un en comparaison aux années de règne de Kim Jong Il et Kim Il Song. En observant le nombre de lancements de missiles nord-coréens provenant de la base de données du CSIS (Missile Defense Project, 2017), il est possible de noter une nette augmentation de ceux-ci à partir de 2014. (voir Annexe A) Ainsi, il est possible de constater un changement notable dans leur absence d'intention à dénucléariser la Corée du Nord; plus la Corée du Nord se mobilise militairement, moins elle est encline à négocier sa dénucléarisation.

En 2017, le président Donald Trump entre officiellement à la Maison-Blanche et change complètement la politique extérieure des États-Unis par rapport à la Corée du Nord. Sans surprise, à la suite du sixième test nucléaire de septembre 2017, le président Trump redésigna la Corée du Nord comme État qui « parraine le terrorisme », ce qui allait raviver à nouveau les tensions entre les deux États. (Davenport, 2017, p. 29 ; Shear et Sanger, 2017) En mars 2018, Pyongyang envoie à Washington une invitation afin que Kim Jong Un et Donald Trump se rencontrent en personne. (Council on Foreign Relations, 2022a) Voyant là une chance de réengager des démarches diplomatiques et de diminuer les tensions existantes, l'administration Trump accepte l'invitation à ce sommet. (Davenport, 2018, p. 25)

Le 12 juin 2018, les deux présidents se rencontrent à Singapour lors d'un événement historique qui se conclura par la signature du *Joint Statement of President Donald J. Trump of the United States of America and Chairman Kim Jong Un of the Democratic People's Republic of Korea at the Singapore Summit*. Dans ce document, les deux chefs d'État se sont engagés à appliquer les quatre dispositions suivantes : établir de nouvelles relations entre les deux pays dans un esprit de paix et de prospérité (1), établir un régime de paix et de stabilité dans la péninsule coréenne (2), travailler à la dénucléarisation complète de la péninsule coréenne (3) et travailler à la récupération des corps de prisonniers de guerre et disparus au combat de la guerre de Corée (4). (Trump et Kim, 2018) En somme, selon Hecker et Serbin, le sommet de Singapour a été un succès pour la réduction des tensions et la création d'une nouvelle ouverture à la diplomatie. (Hecker et

⁵ Les trois tests nucléaires ont eu lieu le 6 janvier 2016, le 9 septembre 2016 et le 3 septembre 2017. (Missile Defense Project, 2017)

Serbin, 2023, p. 323) Les deux dirigeants ont désormais une relation amicale et tout indique que la prochaine rencontre entre ceux-ci sera tout aussi profitable pour les tentatives de dénucléarisation de la Corée du Nord.

Cependant, le second sommet Trump-Kim de février 2019 à Hanoï ne se passa pas aussi bien que le premier. En vérité, les deux délégations n'ont pas su se mettre d'accord pour la formulation d'un accord sur la dénucléarisation du territoire nord-coréen, menant à leur départ précipité d'Hanoï. (Council on Foreign Relations, 2022a) La Corée du Nord offrait la fermeture du plus gros complexe nucléaire du pays, l'installation de Yongbyon, en échange d'une levée complète des sanctions qui pèsent sur le régime, incluant celles du Conseil de Sécurité de l'ONU. (Hecker et Serbin, 2023, p. 337) Les États-Unis jugeaient que la concession n'était pas assez grande et demandaient la fermeture de plus de complexes nucléaires en échange d'une levée partielle des sanctions. (Hecker et Serbin, 2023, p. 339) Les demandes des deux parties étaient totalement opposées et les délégations n'ont pas pu trouver un terrain d'entente, si bien que Trump décida de quitter le sommet sans accord. (Hecker et Serbin, 2023, p. 342) Il s'agit d'une mauvaise décision de la part de Trump considérant le fait qu'il venait de fermer la porte à la diplomatie et à une chance d'évaluer plus exactement les capacités nucléaires de la Corée du Nord. Dans les négociations, il était question que la Corée du Nord permette à des spécialistes américains d'aller voir les installations nucléaires pour les inspecter et prendre connaissance des capacités nucléaires nord-coréennes si un accord était signé. (Hecker et Serbin, 2023, p. 343) Or, en quittant le sommet d'Hanoï, Trump a fermé la porte à cette possibilité qui aurait pu aider les États-Unis et ses alliés à comprendre quel est le stade de développement exact des armes nucléaires nord-coréennes. De plus, le refus de Trump de conclure un accord avec Kim Jong Un a objectivement attisé sa colère et peut être une raison pourquoi l'animosité nord-coréenne est si élevée aujourd'hui. (Hecker et Serbin, 2023, p. 342) En somme, l'échec d'Hanoï est un autre exemple qui montre les ratés de la diplomatie coercitive par rapport à la Corée du Nord. En refusant de faire des concessions et en se refermant encore plus dans une politique de sanctions, les États-Unis ont montré les faiblesses du recours à cette tactique par rapport à la Corée du Nord et son programme nucléaire. Cette tentative de diplomatie aura été si désastreuse que la Corée du Nord décida de couper toute tentative de négociation ou de diplomatie avec les États-Unis et ses alliés à la fin 2019. (Council on Foreign Relations, 2022a)

L'entrée de Joe Biden à la Maison-Blanche marquera un autre changement de politique extérieure par rapport à la Corée du Nord. En prenant pour exemple les approches des administrations Trump et Obama, l'administration Biden tenta d'adopter une approche à la croisée des chemins de ces dernières, soit diplomatique, prudente, mais à la recherche de résultats concrets allant dans le sens de la dénucléarisation. (Hudson et Nakashima, 2021) Toutefois, le régime nord-coréen ne semblait pas intéressé par la diplomatie. Au contraire, la Corée du Nord augmenta drastiquement ses essais de missiles à partir de 2022. Seulement en 2022, la Corée du Nord a effectué 68 tests de missiles, un nombre record jamais atteint jusqu'à maintenant pendant une année. (De Guzman, 2023) En date du 12 avril 2023, la Corée du Nord avait fait 12 tests de missiles, dont un test de missile ICBM à carburant solide, un pas de plus vers un armement nucléaire capable d'être lancé en quelques minutes. (De Guzman, 2023)

En somme, il est possible de constater que le programme nucléaire nord-coréen a grandement avancé depuis sa création dans les années 1950. Tel qu'il a été exposé, la communauté internationale a tenté à plusieurs reprises de recourir à la diplomatie afin de contraindre la Corée du Nord à se dénucléariser. Cependant, toutes ces tentatives ont été infructueuses et ces échecs ont contribué à envenimer la situation actuelle, c'est-à-dire une escalade extrême et dangereuse des relations entre la Corée du Nord et la société internationale due aux progrès nucléaires militaires nord-coréens. En étant mise à l'écart, marginalisée et désignée comme étant un État voyou au sein du régime nucléaire international, la Corée du Nord s'est vu être exposée à de sévères sanctions pour la dissuader de poursuivre son parcours nucléaire. Plusieurs mesures ont été mises en place contre la Corée du Nord, autant par les États se trouvant dans la région est-asiatique, que par les puissances nucléaires actuelles ou par le système onusien. Dans la prochaine section, il sera question de ces mesures, sanctions et pressions militaires qui ont été la deuxième facette de la diplomatie coercitive utilisée contre le régime nord-coréen.

1.2 Les mesures de diplomatie coercitive mises en place

1.2.1 Les sanctions économiques et commerciales

Le régime nord-coréen s'est vu imposer une quantité impressionnante de sanctions économiques et commerciales dues à son programme nucléaire qui va à l'encontre du régime de non-prolifération nucléaire. Plusieurs États ont pris la décision d'imposer de telles mesures à la

Corée du Nord pour la contraindre et lui faire abandonner son programme nucléaire. En imposant de plus en plus de sanctions économiques et commerciales, la Corée du Nord se trouvait de plus en plus isolée et fragile économiquement parlant. En outre, ces sanctions visaient spécifiquement à influencer le programme nucléaire même en limitant l'argent entrant dans le pays et les matériaux nécessaires au développement d'armes atomiques. (Council on Foreign Relations, 2022b) De ce fait, une brève recension des sanctions économiques et commerciales mises en place par différents acteurs est essentielle pour comprendre à quel point la diplomatie coercitive est inefficace envers la Corée du Nord.

Le Conseil de Sécurité de l'ONU est l'un des principaux acteurs lorsqu'il est question de sanctions économiques et commerciales envers la Corée du Nord. En effet, cette entité onusienne a formulé neuf résolutions⁶ depuis 2006 pour condamner le régime nord-coréen par rapport à sa prolifération nucléaire et pour imposer des sanctions. Les membres du Conseil de Sécurité ont formulé des demandes au sein de ses résolutions, qui constituent à un retour au sein du TNP, l'arrêt des tests nucléaires et militaires, l'abandon du programme nucléaire, l'abandon des armes nucléaires, chimiques et biologiques et la reprise des Pourparlers à six. (Davenport, 2022a) Sans l'accomplissement de ces demandes, la Corée du Nord se voit imposée des sanctions suivantes : interdiction d'accepter un don, un transfert ou d'acheter des armes, des pièces pour armes, de la technologie qui va dans les armes nucléaires, des biens de luxe, de l'équipement industriel, etc. De plus, la Corée du Nord est restreinte dans l'export de ressources naturelles, produits de la pêche, textiles, produits de l'agriculture, etc. La Corée du Nord est également restreinte dans la quantité de pétrole et d'essence qu'elle peut importer. La communauté internationale impose également des restrictions d'accès aux systèmes bancaires internationaux et procèdent à des gels de comptes et de fonds de plusieurs entités nord-coréennes qui contribuent à la prolifération nucléaire. Enfin, le Conseil de Sécurité interdit aux États membres de l'ONU d'aider financièrement la Corée du Nord de quelque façon. (Davenport, 2022a)

⁶ Les résolutions adoptées sont les suivantes : résolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013), 2270 (2016), 2321 (2016), 2371 (2017), 2375 (2017) et 2397 (2017). (Davenport, 2022a) Il est nécessaire de noter qu'une dixième résolution qui aurait imposé des sanctions supplémentaires a été bloquée par les vetos de la Chine et de la Russie en 2022.

Les États-Unis sont considérés comme étant un acteur central dans l'imposition de sanctions à la Corée du Nord. Effectivement, les sanctions économiques et commerciales américaines proviennent surtout d'*Executive Orders* présidentiels et touchent sévèrement plusieurs secteurs économiques nord-coréens.⁷ Le gouvernement américain a principalement bloqué l'État, les entités et les individus nord-coréens de leurs biens et intérêts provenant de leurs propriétés et acquis sur le territoire américain. De plus, une particularité spéciale de ce blocage est qu'il s'applique également aux États, entités et individus étrangers qui aident le régime nord-coréen en, par exemple, important et exportant des armes ou des produits de luxe, fournissant de l'aide (technique ou financière) pour la manufacture d'armes, en s'engageant à des activités criminelles bénéfiques pour le régime⁸, en achetant des ressources naturelles ou des logiciels pour la Corée du Nord, en violant les droits humains sur place, en contribuant à la censure ou en aidant la production d'armes nucléaires. (Office of Foreign Assets Control, 2016 ; The White House, 2017) Les sanctions américaines prévoient également une interdiction d'effectuer des transactions économiques avec la Corée du Nord et une interdiction d'investissements sur le territoire nord-coréen sauf avec l'accord de l'*Office of Foreign Assets Control*. (Office of Foreign Assets Control, 2016, p. 6-7) Enfin, le gouvernement américain interdit toute importation et toute exportation de biens vers la Corée du Nord sauf, une fois encore, si l'*Office of Foreign Assets Control* accepte l'exception demandée. (Office of Foreign Assets Control, 2016, p. 6-7) En somme, les sanctions américaines sont beaucoup plus larges, touchent beaucoup plus d'entités et d'individus et restreignent beaucoup plus de domaines économiques que celles de l'ONU (Council on Foreign Relations, 2022b), montrant ainsi leur approche basée sur la coercition de la Corée du Nord par rapport au nucléaire. Toutefois, le gouvernement américain n'a pas su tenir la pression sur ses sanctions et a partiellement levé ses sanctions à chaque fois qu'il était question de négociations. (Council on Foreign Relations, 2022b) Il est possible de penser, tel que présenté précédemment, à l'assouplissement des sanctions grâce à un accord temporaire signé lors des Pourparlers à six en 2007 qui a été annulé en 2009 avec le deuxième essai nucléaire nord-coréen, entraînant de ce même fait un durcissement des sanctions. Un autre cas pourrait être l'adoucissement des sanctions

⁷ Les *Executive Orders* concernant les sanctions économiques à l'encontre de la Corée du Nord sont les suivants : 13466 (2008), 13551 (2010), 13570 (2011), 13687 (2015), 13722 (2016) et 13810 (2017). (Office of Foreign Assets Control, 2016 ; The White House, 2017)

⁸ Ici il est question de blanchiment d'argent, de contrefaçon, de trafic de stupéfiants, d'activités cybercriminelles, etc. (Office of Foreign Assets Control, 2016)

entraînée par le *Leap Day Deal* en 2011, adoucissement qui a été rapidement rompue par les tentatives deancements de satellites nord-coréens en 2012 et 2013. La variation de pression exercée par les sanctions américaines est donc un point non négligeable qui pourrait être un facteur expliquant l'inefficacité de la diplomatie coercitive avec la Corée du Nord.

Plusieurs autres États ont également imposé des sanctions à la Corée du Nord pour la dissuader de continuer son programme nucléaire. Il sera question ici de trois acteurs, soit l'Union européenne, le Japon et la Corée du Sud, mais il est important de préciser que plusieurs autres pays imposent des sanctions économiques à la Corée du Nord. L'Union européenne a mis en place ses premières sanctions en 2006 pour donner suite au premier test nucléaire nord-coréen. (Council on Foreign Relations, 2022b) Depuis, plusieurs rondes de sanctions supplémentaires ont été imposées à la Corée du Nord, certains de ses ressortissants et entités, mais également aux individus étrangers qui ont participé au programme d'armement nucléaire. (Conseil de l'Union européenne, 2022) Ces sanctions consistent en somme à interdire l'admission et le voyage des personnes visées, interdire l'éducation technique et interdire l'exportation de produits de luxe, de pétrole, de ressources naturelles et de textiles vers la Corée du Nord. (Conseil de l'Union européenne, 2022) De plus, les investissements dans tous les domaines économiques sont interdits, une restriction sur l'envoi de fonds et un gel de biens des personnes visées par les sanctions ont été mis en place également. (Conseil de l'Union européenne, 2022) De son côté, le Japon a également commencé à imposer des sanctions en 2006 après le premier test nucléaire. (Council on Foreign Relations, 2022b) Ces premières sanctions se résumaient à restreindre les échanges commerciaux et les relations diplomatiques. Celles-ci ont été levées partiellement en 2014 afin de favoriser la progression de l'enquête des dizaines de disparitions de japonais durant les années 1970-1980. (Council on Foreign Relations, 2022b) En 2016, le gouvernement japonais a imposé de nouvelles sanctions : gel d'actifs financiers, interdiction d'échanges commerciaux, restrictions d'entrée au pays pour certains individus et les bateaux nord-coréens et restrictions sur l'envoi de fonds. (Council on Foreign Relations, 2022b) Enfin, du côté de la Corée du Sud, les premières sanctions sont arrivées plus tard, soit en 2010 et sont une réplique de celles données par les États-Unis.⁹ (Council on Foreign Relations, 2022b) Toutefois, contrairement aux États-Unis, le gouvernement sud-coréen

⁹ La Corée du Sud a imposé ces premières sanctions en réponse au naufrage d'un de ses navires militaires par la Corée du Nord. (Fifield, 2016)

octroie plusieurs milliards à des programmes internationaux d'aide humanitaire afin qu'ils soient remis à la Corée du Nord. (Council on Foreign Relations, 2022b) De plus, sous le gouvernement de Moon Jae In, les sanctions étaient souples et moins sévères pour aider les négociations. Plusieurs considèrent que cette souplesse dans les sanctions sud-coréennes a fini par nuire à l'effort mondial de coercition, permettant ainsi au régime nord-coréen un léger apaisement pour continuer son programme nucléaire. (Council on Foreign Relations, 2022b)

En somme, il est possible de constater qu'une quantité impressionnante de sanctions économiques ont été mises en place pour contraindre la Corée du Nord à abandonner son programme nucléaire. Or, comme il a été montré, il est difficile de faire tenir une pression continue sur le régime nord-coréen quand les États coercitifs ne maintiennent pas leurs sanctions en place. Dans ce sens, un consortium d'experts onusiens a déterminé que les activités nucléaires nord-coréennes ont été facilitées par la faible implantation des sanctions par les États membres de l'ONU. (Philipp, 2016, p. 21) En ayant une communauté internationale désordonnée, il y a peu de chances que le régime nord-coréen abandonne son ambition nucléaire. En outre, certains de ces États vont à l'encontre des sanctions adoptées et ont des liens économiques, commerciaux ou diplomatiques avec la Corée du Nord, ce qui nuit encore plus à la coercition exercée contre celle-ci.

1.2.2 Les pressions militaires

En plus des sanctions économiques, la Corée du Nord est sous une constante pression militaire des États-Unis et de la Corée du Sud. Ces deux États sont liés par un traité de défense mutuelle depuis 1953. (Manyin *et al.*, 2016, p. 14) De ce fait, les États-Unis ont pu avoir accès au territoire sud-coréen afin d'établir des bases militaires. (Manyin *et al.*, 2016, p. 18) Ainsi, il y a une forte présence militaire américaine dans la région, notamment due aux provocations et menaces incessantes de la Corée du Nord envers son voisin du Sud. (Manyin *et al.*, 2016, p. 14) La présence américaine vise à dissuader la Corée du Nord d'attaquer la Corée du Sud, mais également à protéger cette dernière en cas d'attaque du régime nord-coréen. (Manyin *et al.*, 2016, p. 14) En outre, la Corée du Sud fait partie du parapluie nucléaire américain, ce qui bonifie à la fois la protection de la Corée du Sud, mais bonifie également la dissuasion envers la Corée du Nord. (Manyin *et al.*, 2016, p. 15) Enfin, l'alliance américano-sud-coréenne effectue régulièrement des exercices militaires afin d'appliquer un maximum de pression coercitive sur la Corée du Nord. Ces exercices

servent également à faire une démonstration de puissance au régime nord-coréen et permettent de s'assurer que les défenses soient prêtes en cas de besoin. (Shin, 2023) De ce fait, le plus récent exercice conjoint a eu lieu le 15 juin 2023 et a impliqué de 2 500 militaires. (Shin, 2023) Cependant, la Corée du Nord réplique souvent lors de tels exercices afin de montrer son mécontentement et le maintien de sa position nucléaire. L'exemple le plus récent d'une telle réplique est le lancement de deux missiles balistiques le 15 juin 2023, soit quelques heures après les exercices militaires. (Reuters, 2023)

En définitive, après avoir exposé toutes les mesures et actions effectuées afin de coercer la Corée du Nord à abandonner son programme nucléaire, il est possible d'affirmer que ces dernières ne fonctionnent pas malgré leur nombre et leur gravité écrasants. La Corée du Nord continue aujourd'hui à développer son armement nucléaire et à éviter toutes les sanctions qui lui sont imposées. L'exemple le plus flagrant de cette déviance est la quantité impressionnante de missiles qui ont été lancés depuis le début de ces sanctions et mesures militaires. Comme le montrent les données du CSIS (voir annexe A), les lancements de missiles et tests nucléaires continuent d'avoir lieu sans signe de ralentissement. (Missile Defense Project, 2017) Le cas de la Corée du Nord démontre factuellement les limites de la diplomatie coercitive et suggère qu'une variété de facteurs sont en jeu. Comment peut-on formaliser cette explication en vue de développer des approches alternatives qui pourrait fonctionner dans une situation comme celle de la République populaire démocratique de Corée?

CHAPITRE 2

POURQUOI LA DIPLOMATIE COERCITIVE NE FONCTIONNE PLUS?

Comprendre pourquoi la diplomatie coercitive ne fonctionne plus face à la Corée du Nord n'est pas une mince affaire. Il est nécessaire d'utiliser une approche à multiples éléments de réponses afin d'avoir l'explication la plus complète possible. Afin d'y arriver, utiliser une seule approche des théories des relations internationales n'est pas souhaitable, c'est pourquoi il sera question ici d'une démarche éclectique à plusieurs approches théoriques différentes. Comme il a été possible de constater dans le chapitre précédent, l'historique du programme nucléaire nord-coréen est teinté d'événements, de négociations et de comportements des États qui incluent une multitude de facteurs ne cadrant pas qu'avec une seule théorie des relations internationales. Dans ce sens, utiliser plusieurs approches théoriques est nécessaire pour dépasser les limites propres à ces théories, précisant donc la justification de l'échec de la diplomatie coercitive envers la Corée du Nord. En plus de ces théories, des éléments contextuels sont essentiels pour compléter au maximum l'explication de l'inefficacité de la diplomatie coercitive par rapport à la Corée du Nord. En effet, plusieurs éléments contextuels qui ne cadrent pas avec les théories des relations internationales peuvent expliquer cette résistance nord-coréenne à la coercition de la communauté internationale.

2.1 Explications basées sur les théories des relations internationales

Tout d'abord, l'utilisation de plusieurs approches théoriques des relations internationales peut exposer différentes causes qui pourraient expliquer l'inefficacité de la diplomatie coercitive envers le régime nucléaire nord-coréen. Trois grandes écoles de pensée des relations internationales seront utilisées pour y arriver : l'approche réaliste, l'approche libérale et l'approche constructiviste. Grâce à leurs niveaux et sujets d'analyses uniques, les éléments de réponse seront diversifiés et pourront donner une explication plus juste et complète.

2.1.1 La théorie réaliste : jeux de puissance pour la survie

L'école réaliste des relations internationales est essentielle pour comprendre l'échec de la coercition envers la Corée du Nord. Effectivement, cette école de pensée et ses nombreuses dérivations gravitent autour du concept d'accumulation de puissance sous forme de capacités

offensives.¹⁰ Ces capacités militaires permettent aux États de survivre dans le système international. En effet, la notion de survie est clé au sein de cette théorie des relations internationales, mais elle peut être également la première explication de l'inefficacité de la diplomatie coercitive envers la Corée du Nord.

En développant de plus en plus ses capacités militaires nucléaires, l'État nord-coréen assure sa survie contre les États qui souhaitent renverser le régime Kim. Cet arsenal nucléaire contribuerait à une stratégie de dissuasion en lien avec la théorie de la *mutual assured destruction*, ou appelée également MAD. Selon les théoriciens appuyant le MAD, l'utilisation de l'arme nucléaire dans une guerre par des puissances possédant ce type d'armement impliquerait une destruction catastrophique mutuelle. (Danilovic, 2002, p. 10) Cette destruction mutuelle est largement suffisante pour dissuader les États possédant l'arme nucléaire de s'attaquer entre eux. (Danilovic, 2002, p. 10)

Dans ce sens, il est possible de croire que la logique du MAD s'applique également dans le cas de la Corée du Nord et de son programme nucléaire. En obtenant l'arme nucléaire, le régime nord-coréen dissuaderait les autres puissances nucléaires de tenter quoi que ce soit qui mettrait en danger la survie du régime de Kim. Comme l'évoquait Kenneth N. Waltz, « nuclear forces are useful, and their usefulness is reinforced by the extent to which their use is forestalled. » (Waltz, 1979, p. 187) Ainsi, l'arme nucléaire nord-coréenne serait non seulement une arme offensive ultime, mais également une arme défensive ultime tant la dissuasion serait efficace. La protection qu'implique l'arme nucléaire peut de ce fait expliquer partiellement pourquoi la Corée du Nord ne flanche pas sous la pression de la diplomatie coercitive.

Le besoin d'accumuler le plus de puissance possible afin d'assurer sa survie peut être expliqué également par le dilemme de sécurité proposé par John H. Herz. (Herz, 1951, p. 3-4) Selon Herz, le dilemme de sécurité survient lorsqu'un État augmente ses capacités militaires afin de se protéger d'un ou plusieurs autres États qui font la même chose. (Herz, 1951, p. 4) Ce processus d'armement est notamment dû à la peur de ne plus être en sécurité puisqu'il est

¹⁰ Voir « Le paradigme réaliste » dans le livre *Théories des relations internationales* de Dario Battistella pour plus de précisions sur cette approche théorique. (Battistella *et al.*, 2019b, p. 121-168)

impossible de réellement savoir quelles sont les intentions des autres parties. (Herz, 1951, p. 3) Cette relation peur / augmentation des capacités militaires forme une boucle sans fin qui entraîne un investissement massif et constant dans le domaine militaire. (Herz, 1951, p. 3) Pis encore, certains États prisonniers de cette boucle vont toujours chercher la meilleure défense possible, se rendant donc jusqu'à l'armement nucléaire malgré le régime de non-prolifération nucléaire mis en place.

Dans le cas de la Corée du Nord, l'augmentation de l'armement et des tests nucléaires pourrait être expliquée par une peur des États utilisant une approche militaire pour la contraindre, soit des États-Unis et de la Corée du Sud. En effectuant des manœuvres militaires aux frontières terrestres et maritimes nord-coréennes et en annonçant un possible retour d'armements nucléaires américains sur le territoire sud-coréen (Davenport, 2023b), l'alliance américano-sud-coréenne attise une peur d'invasion constante du côté de la Corée du Nord. (Davenport, 2023a) Ainsi, comme l'explique le dilemme de sécurité, il est possible de penser que la Corée du Nord a décidé de s'armer et de développer l'arme nucléaire afin de réduire son anxiété face à la possibilité d'invasion de ces États coercitifs, entraînant donc un refus d'obtempérer aux sanctions, aux pressions militaires et à la diplomatie coercitive. En ayant des armes atomiques de son côté, la Corée du Nord s'assure une protection efficace et dissuasive face à des adversaires possédant ces mêmes armes, expliquant ainsi pourquoi les tentatives de dénucléarisation ne fonctionnent pas.

En outre, il est possible de définir la Corée du Nord comme étant un État agissant selon la théorie du réalisme offensif. Contrairement au dilemme de sécurité où l'accumulation de puissance militaire permet d'assurer la survie du régime, le réalisme offensif proposé par John J. Mearsheimer explique l'accumulation de puissance comme étant l'objectif principal d'un État afin d'assurer sa survie. (Battistella *et al.*, 2019a, p. 151) Selon cet auteur, l'anarchie du système international est ce qui explique l'état de la politique internationale, c'est-à-dire puisqu'il n'y a pas de gouvernement qui régit les États, ceux-ci cherchent le meilleur moyen d'assurer leur survie. (Battistella *et al.*, 2019a, p. 151) Dans le cas du réalisme offensif, la meilleure façon d'assurer la survie d'un État est de maximiser les capacités militaires avec comme objectif d'être en mesure de dominer tout adversaire éventuel. (Mearsheimer, 2001, p. 21) Mearsheimer stipule également que la sécurité est une denrée rare dans le système international et que l'hégémonie régionale est l'objectif ultime d'un État pour assurer sa survie. (Mearsheimer, 2001, p. 21) En maximisant sa puissance offensive

et en devenant l'hégémon de la région, celui-ci s'assure de sa sécurité en dominant tous les autres et en prévenant l'apparition d'un rival menaçant la sûreté de son régime. (Battistella *et al.*, 2019a, p. 153-154) Il est possible d'appliquer les concepts de réalisme offensif par rapport à la Corée du Nord et l'inefficacité de la diplomatie coercitive par rapport à son programme nucléaire.

Tel qu'il a été mentionné dans le chapitre précédent, le régime nord-coréen développe et produit des armements nucléaires depuis les années 1950. (Hecker et Serbin, 2023, p. 25) Depuis ces années, les dirigeants nord-coréens ont pu accumuler de plus en plus d'armements servant à la protection de l'État. Effectivement, comme l'explique Mearsheimer, puisqu'il n'y a pas de gouvernement central au-dessus des États, la Corée du Nord a fait le choix de maximiser son armement afin de se protéger de ses adversaires. De plus, il est possible de penser que la Corée du Nord vise l'hégémonie régionale à l'aide de puissance militaire pour sécuriser l'avenir du régime de Kim. En effet, outre ses relations houleuses avec la Corée du Sud et le Japon, la relation sino-nord-coréenne s'est dégradée de 2012 à 2018. (Frohman *et al.*, 2022, p. 8 ; Mastro, 2018, p. 60) Selon Oriana Skylar Mastro, les dirigeants chinois ne considéraient plus la survie du régime Kim dans le cadre d'une nouvelle guerre coréenne comme étant le meilleur résultat. (Mastro, 2018, p. 60) Depuis 2018, la relation entre la Chine et la Corée du Nord s'est beaucoup améliorée et leur amitié a été réaffirmée à plusieurs reprises lors de visites des chefs d'État. (Davenport, 2019, p. 28) Toutefois, considérant que les liens entre ces deux pays ont été tendus il y a seulement 5 ans, les dirigeants nord-coréens pourraient toujours douter des intentions chinoises. Dans ce sens, la maximisation de l'armement est l'option choisie par la Corée du Nord afin de s'imposer comme hégémonie régionale et sécuriser son régime. Enfin, puisque la survie du régime est l'objectif principal, il est normal que la diplomatie coercitive ne fonctionne pas avec la Corée du Nord : sans maximisation des armements, la Corée du Nord est à la merci de ses adversaires.

En somme, la théorie réaliste des relations internationales permet de comprendre pourquoi la diplomatie coercitive n'est pas efficace pour dénucléariser la Corée du Nord. Le réalisme explique que la sécurité et la survie du régime nord-coréen sont les causes principales qui rendent la diplomatie coercitive inefficace. Les armes nucléaires sont la clé pour une défense ultime face à des adversaires nombreux et dangereux. En maximisant la production de celles-ci, la Corée du Nord se garantit la survie de son régime. Dans une optique de préservation du pouvoir politique, Kim Jung Un a beaucoup plus à perdre en abandonnant son programme nucléaire dû à la coercition

qu'en tenant tête aux États coercitifs en continuant son programme. Il est important de mentionner également qu'il existe, dans l'approche réaliste, un réel manque de discussion sur les spécificités de l'arme nucléaire dans le cas de relations avec un État comme la Corée du Nord. Effectivement, la théorie réaliste ne permet pas de prendre en compte le comportement spécifique de la Corée du Nord en lien avec son arme atomique, un comportement qui affecte grandement ses relations avec les autres États. De ce fait, le manque d'explication des facteurs sociaux et psychologiques de la Corée du Nord dévoile les limites de la théorie réaliste, d'où l'importance d'utiliser d'autres approches théoriques pour combler ces failles, soit le libéralisme et le constructivisme. Finalement, il s'agit réellement d'un calcul coûts-bénéfices qui favorise la militarisation du programme nucléaire nord-coréen au détriment de la stabilité du système international.

2.1.2 La théorie libérale : la (non) coopération internationale

L'école libérale des relations internationales est une seconde approche théorique essentielle afin de comprendre pourquoi la diplomatie coercitive ne fonctionne pas avec la Corée du Nord. Contrairement au réalisme où la puissance est en cause, le libéralisme et ses sous-branches se concentrent sur le concept de coopération dans le système international.¹¹ Cette théorie prend en compte plusieurs facteurs influant sur la coopération des États, notamment la structure même du système international et les liens économiques interétatiques et transnationaux.

Tout d'abord, la théorie libérale institutionnelle, ou néolibéralisme, peut être utile pour expliquer pourquoi la communauté internationale ne parvient pas à dissuader la Corée du Nord de développer le nucléaire militaire. Le néolibéralisme soutient que les organisations internationales peuvent aider à la coopération et offrent un endroit propice à la résolution de problèmes qui affectent le système international. (Martin, 2007, p. 111) Selon Robert O. Keohane, il est nécessaire que les États soient bien informés sur les buts et préférences des autres États afin que la coopération entre eux soit optimale. (Keohane, 1982 ; Martin, 2007, p. 111) De plus, il est essentiel que les États coordonnent leurs propres actions, par exemple que tout le monde adopte les mêmes sanctions par rapport à un État visé, pour que le résultat final soit optimal pour tout le monde. (Keohane, 1982 ; Martin, 2007, p. 111) Si ces conditions sont respectées, la coopération peut amener de réels

¹¹ Voir « La vision libérale » dans le livre *Théories des relations internationales* de Dario Battistella pour plus de précisions sur cette approche théorique. (2019b, p. 169-203)

progrès dans le monde. Comme le résume Keohane : « [g]enuine cooperation improves the rewards for both players. » (Keohane, 1989, p. 159)

En observant l'ONU, son Conseil de Sécurité et les sanctions adoptées par ses membres, la théorie libérale institutionnelle est tout indiquée pour expliquer la dissuasion inefficace envers la Corée du Nord. Comme mentionné précédemment, il est essentiel que tous les États participent à l'application de mesures pour que la coopération devienne réellement efficace. Or, en ce qui a trait aux sanctions économiques imposées et des résolutions adoptées en lien avec la prolifération nucléaire nord-coréenne, ces dernières ne sont pas respectées par l'entièreté des membres de l'ONU et du Conseil de Sécurité. Par exemple, malgré l'imposition de sanctions économiques depuis le début des années 2000 (Davenport, 2022a), plusieurs États ont allégé leur application afin d'être en mesure de négocier avec la Corée du Nord pour sa dénucléarisation ou par gain personnel. (Council on Foreign Relations, 2022b) Plusieurs experts dénoncent ces allègements des mesures et considèrent qu'ils sont l'une des causes qui peuvent expliquer l'inefficacité des sanctions visant la Corée du Nord. (Council on Foreign Relations, 2022b) Selon une analyse du Institute for Science and International Security datant de 2020, 62 États, dont la Corée du Sud et les États-Unis, ont violé les sanctions mises en place contre la Corée du Nord. (Albright *et al.*, 2020) Ce nombre élevé d'États montre un manque criant de coopération entre les membres de l'ONU. Également, il est important de se pencher sur les cas particuliers de la Chine et de la Russie au sein du Conseil de Sécurité. En effet, ces deux membres permanents de cette instance sont des alliés proches de la Corée du Nord et peuvent avoir un impact sur les résolutions adoptées envers le régime nord-coréen. Par exemple, la Chine et la Russie ont bloqué la condamnation de la tentative de lancement d'un satellite nord-coréen qui utilisait une technologie de missiles balistiques le 25 août 2023. (Agence France-Presse, 2023) Ce manque flagrant de coopération dans une tentative de réponse coordonnée laisse présager un avenir où la Corée du Nord pourrait subir de moins en moins de sanctions provenant du Conseil de Sécurité grâce à ses alliés chinois et russes, limitant ainsi l'efficacité de la diplomatie coercitive. Sans la coopération décrite dans la théorie néolibérale, il est impossible d'appliquer efficacement les sanctions et mesures mises en place pour contraindre la Corée du Nord de cesser son programme nucléaire. Il est même possible de croire que, sans une application stricte de ces mesures par toute la communauté internationale, la légitimité et la rigidité du régime de non-prolifération nucléaire peuvent être durement mises à l'épreuve. Avec un régime défaillant,

d'autres pays pourraient décider de se lancer dans un programme d'armement nucléaire sans craindre les conséquences. Ainsi, le néolibéralisme est essentiel pour comprendre l'importance d'une communauté internationale soudée dans l'application de mesures coercitives, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui par rapport au dossier nord-coréen.

Comme il a été mentionné plus haut, la théorie libérale présuppose que les États collaborent au sein d'institutions et régimes internationaux afin de trouver des solutions à des problèmes communs. Cette coopération fait partie de la théorie de la paix démocratique qui soutient que les États démocratiques, qui partagent notamment des normes et valeurs démocratiques semblables, ne se font pas la guerre entre eux. (Panke et Risse, 2007, p. 96) Ces normes et valeurs sont souvent au cœur même des institutions internationales et agissent comme lien entre les États membres de ces institutions. Toutefois, certains États peuvent être exclus de la communauté internationale due à leurs divergences avec les États démocratiques. Comme l'expliquent Bruce Russett et John Oneal, certains États, souvent non démocratiques, restent à l'extérieur de telles institutions dues à leurs différences d'idéaux, de valeurs ou de normes suivies. (Russett et Oneal, 2001, p. 302) Ces exclus de la société internationale, ne prenant pas part aux principes au centre de la paix démocratique, sont ostracisés et considérés comme étant dangereux par le reste des États. (Russett et Oneal, 2001, p. 302) Michael Doyle ajoute même que les États démocratiques présument une hostilité venant d'États autoritaires puisqu'ils ne partagent pas les mêmes valeurs. (Doyle, 1986, p. 1161) Cette boucle sans fin d'exclusion peut contribuer à un sentiment de rancœur provenant des pays à l'extérieur de la communauté internationale, faisant en sorte que ces États ne désirent pas collaborer avec les institutions internationales et ainsi de suite.

De ce fait, l'exclusion, due aux différences entre les États démocratiques et non démocratiques soulevées par la théorie de la paix démocratique, peut expliquer l'inefficacité de la diplomatie coercitive envers le régime nord-coréen. Effectivement, il est facile de constater les différences entre les membres de la communauté internationale et la Corée du Nord qui peuvent expliquer l'exclusion de cette dernière. Par exemple, la grande majorité mondiale suit les normes directrices du régime de non-prolifération nucléaire et les lois et traités internationaux y étant liés. Ces États s'entendent sur le besoin de dénucléarisation majeure et font partie de traités internationaux qui les lient légalement à ce but, notamment le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 1968. (Council on Foreign Relations, 2012) Cependant, comme il a été

mentionné dans le chapitre précédent, la Corée du Nord s'est retirée du TNP en 2003 afin de poursuivre son programme nucléaire. (Center for Korean Legal Studies, s. d.) En quittant le TNP, la Corée du Nord affirmait son désir de faire proliférer les armes nucléaires, un souhait qui va complètement à l'encontre du régime de non-prolifération nucléaire et des valeurs de la communauté internationale. De ce fait, ces désirs, normes et intérêts divergents ont contribué à exclure la Corée du Nord de la communauté internationale et à marginaliser le régime nord-coréen. En étant vu comme étant un État divergent, marginal ou même voyou, le régime nord-coréen a pu attiser une hostilité envers le reste du monde. Cette hostilité peut être comprise par les nombreux lancements de missiles, tests nucléaires, les nombreux refus de négocier avec les puissances nucléaires et sa résistance à la diplomatie coercitive. (Davenport, 2020) De ce fait, la théorie de la paix démocratique montre effectivement que les États non démocratiques exclus du système international, dans ce cas-ci la Corée du Nord, sont moins susceptibles d'être affectés par la diplomatie coercitive.

Enfin, la théorie commerciale libérale peut être utile pour l'analyse de l'inefficacité de la diplomatie coercitive envers le régime de Kim. Selon Andrew Moravcsik, la théorie commerciale libérale permet d'expliquer les choix de politiques extérieures et de politiques de sécurité que les États prennent en fonction des situations économiques mondiale et domestique. (Moravcsik, 1997a, p. 528) Plus précisément, les changements dans les structures économiques internes ou internationales mettent sous pression les gouvernements, les forçant à modifier négativement ou positivement leurs politiques externes ou de sécurité afin d'avantager au maximum les bénéfices de celles-ci. (Moravcsik, 1997a, p. 528) En somme, les préférences économiques des États vont façonner la manière dont les États vont interagir. De plus, selon John Ikenberry et Daniel Deudney, les États qui pratiquent des politiques d'ouverture économique se voient être garantis d'une collaboration plus facile entre ceux-ci, jusqu'à en devenir interdépendants entre eux. (Deudney et Ikenberry, 1999, p. 181)

Par rapport au cas de la Corée du Nord, la théorie commerciale libérale peut être utile pour expliquer les fluctuations du comportement nord-coréen. En effet, comme mentionné dans le premier chapitre, la Corée du Nord, lors de nombreuses négociations pour la dénucléarisation de

la péninsule coréenne¹², a accepté d'arrêter son programme nucléaire en échange de promesses d'aide économique. Toutefois, la Corée du Nord a toujours dérogé de ces accords en continuant son programme nucléaire. Selon Lang Tuang Nah, il est possible d'associer ces moments d'obtempération au régime de non-prolifération nucléaire à l'état de l'économie nord-coréenne pendant ces mêmes moments. En prenant comme exemple l'*Agreed Framework* de 1994, le commerce nord-coréen et les investissements étrangers se détérioraient depuis 1991, sans compter les secteurs d'activités illégaux et les remontrances provenant d'autres pays qui pâtissaient également de la crise nucléaire. (Nah, 2015, p. 215) Ces difficultés financières ont pu influencer sur les négociations menant à l'accord de 1994; avec ce dernier, l'économie nord-coréenne pouvait prendre un peu de mieux en plus de diminuer les sanctions économiques imposées. (Nah, 2015, p. 215-216) Comme l'explique la théorie commerciale libérale, les problèmes économiques de la Corée du Nord l'ont poussé à adopter une politique extérieure favorable à la négociation de dénucléarisation, donc à la collaboration internationale. (Moravesik, 1997b, p. 528 ; Deudney et Ikenberry, 1999, p. 181) Cependant, comme l'explique Nah, l'ambition militaire a repris le dessus sur les besoins économiques du pays, faisant en sorte que le programme nucléaire reprenne de plus belle. (Nah, 2015, p. 219) En somme, l'explication commerciale libérale des fluctuations du comportement nord-coréen pour l'*Agreed Framework* peut être appliquée à toutes les fluctuations de comportement nord-coréen par rapport à la question nucléaire.

Finalement, l'école de pensée libérale permet d'analyser d'autres facteurs qui expliquent pourquoi la diplomatie coercitive n'est pas efficace pour la dénucléarisation de l'État nord-coréen. L'école de pensée libérale explique que la coopération difficile des États coercitifs au sein d'institutions internationales, l'exclusion du système international et les facteurs économiques sont des éléments qui peuvent contribuer au refus du régime Kim de céder aux États coercitifs. Les États coercitifs, en ne tenant pas la ligne coercitive adoptée, n'assurent pas une pression forte qui pourrait forcer la Corée du Nord à obtempérer pour de bon. De plus, l'exclusion de la communauté internationale et les défis économiques de l'État nord-coréen contribuent au désir de militarisation du nucléaire. Également, il est nécessaire de pointer que la vision utopique de coopération totale

¹² Il est possible de penser notamment aux négociations de l'*Agreed Framework* de 1994, aux Pourparlers à six de 2007, le *Leap Day Deal* de 2012 ou encore le *Joint Statement of President Donald J. Trump of the United States of America and Chairman Kim Jong Un of the Democratic People's Republic of Korea at the Singapore Summit* de 2018.

entre les États dans le système international au cœur de la théorie libérale pourrait être une limite à celle-ci, d'où l'importance d'utiliser plusieurs théories dans le cas de la Corée du Nord. En effet, il a été possible de constater plus tôt que la coopération entre les membres onusiens pour l'application des sanctions envers la Corée du Nord est difficilement atteignable. Cet utopisme est loin de la réalité, mais une approche éclectique peut combler les vides laissés par le libéralisme. Par exemple, le réalisme et sa vision de la réalité pragmatique peuvent être utiles pour combler les limites apparentes du libéralisme.

2.1.3 La théorie constructiviste : les différences sociales et identitaires

L'école constructiviste est la dernière approche théorique utilisée pour expliquer l'échec de la diplomatie coercitive par rapport au programme nucléaire nord-coréen. Contrairement aux écoles réalistes et libérales où les facteurs matériels sont la clé du développement du système international, l'école constructiviste s'attarde à des éléments sociaux qui peuvent expliquer l'état du système international actuel.¹³ (David, 2012, p. 58) Parmi ces éléments sociaux, il est possible d'y inclure l'identité des États, la construction des normes sociales dans le système international ou encore les interactions entre les États dans la communauté internationale.

Tout d'abord, il est possible de s'appuyer sur le constructivisme structurel afin de comprendre l'échec de la coercition envers la Corée du Nord. En effet, selon Alexander Wendt, les relations entre les États sont à la base de la construction sociale de la communauté internationale. (Wendt, 1995, p. 73) La communauté internationale est construite à l'aide de trois éléments à la base de relations interétatiques : des connaissances communes, des ressources matérielles et des pratiques. (Wendt, 1995, p. 73) En premier lieu, les connaissances communes entre les États sont considérées comme étant l'élément majeur d'une relation interétatique, que cette dernière soit coopérative ou conflictuelle. (Wendt, 1995, p. 73) Par exemple, des États ne possédant que des connaissances négatives l'un sur l'autre ne peuvent qu'assumer le pire sur l'autre partie, et vice-versa. (Wendt, 1995, p. 73) En second lieu, les ressources matérielles, qu'elles soient naturelles ou militaires, peuvent influencer la formation sociale de la communauté internationale par leur signification acquise avec les connaissances communes aux États. (Wendt, 1995, p. 73) Par

¹³ Voir « Le projet constructiviste » dans le livre *Théories des relations internationales* de Dario Battistella pour plus de précisions sur cette approche théorique. (Battistella *et al.*, 2019b, p. 311-346)

exemple, un État voyou détenant un arsenal nucléaire sera beaucoup plus menaçant aux yeux de la communauté internationale qu'un État hégémon possédant un arsenal nucléaire similaire. (Wendt, 1995, p. 73) En dernier lieu, Wendt soutient que les structures sociales existent seulement dans les actions et pratiques des États. (Wendt, 1995, p. 74) En effet, Wendt explique par exemple que la Guerre froide était en fait une structure de connaissances communes qui gouvernaient les relations des grandes puissances. (Wendt, 1995, p. 74) Lorsque les puissances ont cessé d'agir avec cette structure de connaissances, la guerre était terminée et de nouvelles structures ont pris place dans le système international. (Wendt, 1995, p. 74) Ainsi, ces trois éléments mis ensembles permettent d'expliquer comment les structures sociales du système international sont formées, ces dernières régissant comment les États forment des liens et interagissent entre eux.

Dans le cas de la Corée du Nord, ces structures sociales ont eu un réel impact sur l'inefficacité de la diplomatie coercitive. En effet, les trois éléments qui forment la structure de la société internationale montrent une marginalisation de la Corée du Nord sur la question nucléaire. En effet, en analysant le régime de non-prolifération nucléaire, celui-ci étant un composant de la structure du système international, à l'aide des trois éléments proposés par Wendt, il est possible de mieux comprendre la marginalisation de la Corée du Nord. Les connaissances de la plupart des États liés au nucléaire convergent vers une acceptation de la dénucléarisation de la communauté internationale entière. Les nations se sont même entendues afin de mettre en place des lignes directrices pour empêcher la prolifération nucléaire grâce au TNP. (Agence internationale de l'énergie atomique, 2018) Dans cette optique, les États prenant part au régime de non-prolifération nucléaire s'engagent à ne pas produire de nouvelles armes atomiques. (Agence internationale de l'énergie atomique, 2018) Les États détenteurs d'armes nucléaires et ceux en n'ayant pas se font mutuellement confiance au sein du régime de non-prolifération : ils connaissaient les capacités nucléaires de chacun grâce aux inspections de l'AIEA, ils ont des interactions généralement amicales entre eux et ils sont tous liés par un cadre juridique contraignant. (Agence internationale de l'énergie atomique, 2018)

Cependant, cette réalité nucléaire construite par les États non proliférateurs n'est pas acceptée par tous. La Corée du Nord ne cadre pas du tout dans cette construction sociale du régime de non-prolifération nucléaire. En ayant une réalité différente, il est difficile d'appliquer une stratégie de diplomatie coercitive qui pourrait faire plier le régime nord-coréen. En effet, la Corée

du Nord ne fait plus partie du régime de non-prolifération nucléaire depuis son départ du TNP en 2003. (Center for Korean Legal Studies, s. d.) En quittant le TNP, le gouvernement nord-coréen a refusé que l'AIEA ait accès à ses installations nucléaires, coupant de ce fait une source d'information au reste de la communauté internationale. Avec cette opacité de l'information, il va sans dire que la communauté internationale est beaucoup plus craintive par rapport à la Corée du Nord et ses capacités nucléaires. Les ressources matérielles militaires sont également un point de rupture entre les États coercitifs et le régime nord-coréen. Comme l'énonce Wendt, pour les États membres du régime de non-prolifération, 500 armes nucléaires britanniques sont beaucoup moins menaçantes que 500 armes nucléaires nord-coréennes considérant l'opacité nord-coréenne sur cet enjeu. (Wendt, 1995, p. 73) Enfin, en combinant le manque de connaissances par rapport à l'état du programme nucléaire nord-coréen, la situation entre la Corée du Nord et les États coercitifs est plutôt négative. La Corée du Nord est agressive envers les États coercitifs afin de montrer son désaccord face à leurs tentatives de coercition pour que le régime nord-coréen abandonne ses valeurs pronucléaires. Cette incompatibilité de réalités sociales implique que la Corée du Nord n'abdique pas devant la diplomatie coercitive des autres États. De ce fait, la Corée du Nord est un État marginal au sein d'un système qui ne peut tolérer son ambition nucléaire.

Il est important d'ajouter au concept de la construction sociale de la réalité internationale de Wendt le concept de normes sociales de Peter J. Katzenstein. Ces deux concepts vont de pair dans la mesure où la construction d'une structure internationale entraîne la création de normes sociales partagées par les membres de cette structure. Comme l'explique Katzenstein, les normes sont un standard de comportement que les États suivent selon leur identité propre. (Katzenstein, 1996, p. 5) En effet, les États qui se conforment selon certains types d'identité vont agir selon les normes qui y correspondent. Par exemple, il serait possible de dire que la majorité des États libéraux, comme les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, la France et plus encore, partagent une identité semblable et agissent selon les mêmes normes internationales. Dans le cas du régime de non-prolifération nucléaire vu précédemment, il est possible d'affirmer que les États faisant partie de ce dernier partagent une identité similaire avec leur engagement à ne pas faire proliférer les armes nucléaires.

Pour ce qui est de la Corée du Nord, il est facile de constater plusieurs différences identitaires qui peuvent expliquer pourquoi le régime nord-coréen n'adhère pas aux normes de non-

prolifération nucléaire et qu'il n'est pas affecté par la diplomatie coercitive. Tout d'abord, la Corée du Nord et la majorité des pays prenant part au régime de non-prolifération nucléaire ont des régimes politiques différents qui affectent leur identité, donc leur adhésion aux normes internationales. De ce fait, les États adhérant à la norme prodénucléarisation sont généralement des États démocratiques, tandis que la Corée du Nord est un État autoritaire prônant une nucléarisation massive. (École de politique appliquée, s. d.) Cette différence de régime offre un début de piste qui peut expliquer pourquoi la Corée du Nord n'adhère pas aux normes de non-prolifération nucléaire comme le reste de la communauté internationale. Cependant, il est important de noter que l'argument de la différence de régime peut s'apparenter à la théorie de la paix démocratique présentée précédemment. Comme mentionné plus tôt avec cette théorie, les différents types de régimes politiques, qui influent directement sur l'identité étatique, exposent des comportements divergents entre États. Par rapport à la Corée du Nord, ses comportements antisociaux sont empreints d'une grande peur existentielle incrustée dans son identité étatique. Pour cette raison, il est possible de croire que l'utilisation d'une approche éclectique est essentielle pour comprendre le cas spécifique de la Corée du Nord. Il s'agit d'un cas tellement riche et complexe qu'il est essentiel de repousser les limites des théories des relations internationales afin de développer la réponse la plus complète possible.

De plus, la *Juche*, l'idéologie à la base de l'identité de la Corée du Nord, peut offrir une bonne explication sur son refus à se conformer aux normes internationales. Comme présenté précédemment, la *Juche* est une idéologie qui prêche l'indépendance de la nation nord-coréenne à l'aide de trois objectifs. (Lee, 2003, p. 105) L'un de ces objectifs est l'indépendance militaire afin d'assurer la sécurité de la nation et du régime de Kim. (Lee, 2003, p. 106) Comme vu dans le premier chapitre, afin d'assurer l'indépendance militaire, les dirigeants nord-coréens ont fait le choix de poursuivre un programme militaire nucléaire afin d'obtenir la défense ultime. Dans ce sens, en poursuivant son ambition nucléaire, la Corée du Nord a inclus le nucléaire au sein de son identité nationale, notamment en septembre 2022 lorsqu'elle a adopté une doctrine nucléaire caractérisant le pays de puissance nucléaire irréversible. (Davenport, 2022c) Il est essentiel de mentionner que l'autoproclamation de puissance nucléaire irréversible du gouvernement nord-coréen est liée directement avec sa conception du monde qui l'entoure. Pour les dirigeants nord-coréens, le monde est profondément marqué par l'influence des États-Unis, l'antagoniste principal

de sa vision. (Hecker et Serbin, 2023, p. 11) En se proclamant puissance nucléaire et en cherchant à obtenir l'arme nucléaire, la Corée du Nord peut s'affranchir enfin de son ennemi et de ses alliés (Hecker et Serbin, 2023, p. 11), pouvant ainsi suivre la voie de l'indépendance prescrite par la *Juche*. De ce fait, en se décrivant soi-même comme puissance nucléaire, il est possible d'affirmer que la Corée du Nord et le reste des États non proliférateurs ont des valeurs sur la question nucléaire ancrées profondément dans leurs identités qui sont très différentes. Cette divergence de valeurs entraîne une divergence de normes suivies, faisant en sorte que les normes nord-coréennes par rapport au nucléaire sont incompatibles avec le régime de non-prolifération nucléaire. Enfin, il est possible de croire que l'identité nord-coréenne et les normes suivies par le régime Kim peuvent expliquer l'inefficacité de la diplomatie coercitive. Le grand écart entre les deux façons de concevoir l'enjeu du nucléaire contribue à l'inefficacité de la diplomatie coercitive : en étant à l'opposé total sur le plan identitaire, il est difficile, voire impossible, pour le gouvernement nord-coréen de voir un avenir meilleur sans arme nucléaire, d'où sa résistance aux mesures coercitives.

En somme, il est possible de constater que les éléments constructivistes peuvent apporter d'autres pistes de réflexion pour comprendre l'inefficacité de la diplomatie coercitive. Comprendre les dimensions sociale et identitaire de l'État nord-coréen est essentiel pour avoir un bon portrait de la situation. Étant un État extrêmement renfermé et fortement ancré dans ses idéologies axées sur la survie du régime, le constructivisme permet de saisir l'importance de l'identité nord-coréenne dans sa résilience face aux États coercitifs. Sans l'idéologie de la *Juche*, il est possible de supposer que la Corée du Nord aurait beaucoup plus de mal à faire face aux sanctions et pressions militaires. Cependant, il est possible de critiquer le constructivisme en pointant le manque d'explications matérielles. En effet, se concentrer principalement sur l'aspect social, sur la psyché et sur l'identité politique de la Corée du Nord n'est pas suffisant pour avoir une explication complète sur l'inefficacité de la diplomatie coercitive. Les aspects de la quête de puissance, de la sécurité et des relations entre les États qui sont soulevés par les autres approches théoriques, soit le réalisme et le constructivisme, peuvent combler ce vide. De ce fait, il est possible d'affirmer avec certitude que l'approche éclectique privilégiée est primordiale pour aborder des cas aussi complexes que l'inefficacité de la diplomatie coercitive par rapport au programme nucléaire nord-coréen.

2.2 Explications basées sur les éléments contextuels

Bien que les théories des relations internationales apportent la majorité des pistes de réflexion sur l'inefficacité de la diplomatie coercitive envers le programme nucléaire nord-coréen, elles ne sont pas suffisantes pour bien saisir toutes les raisons possibles. Dans cet ordre d'idée, il est essentiel d'analyser des éléments contextuels afin d'avoir un bon aperçu de l'ensemble du tableau. Par éléments contextuels, il est question d'éléments historiques et d'éléments axés sur la situation régionale et les failles du droit international.

2.2.1 Les éléments historiques : perte de confiance en la diplomatie et Guerre de Corée

Pour comprendre l'obstination nord-coréenne de poursuivre son programme nucléaire malgré toutes les pressions coercitives, il est important de soulever des facteurs historiques pouvant expliquer cette dernière. En effet, en analysant certains événements passés et faits historiques, il est possible de lier des décisions sur le nucléaire à ces éléments.

Tout d'abord, la grande quantité de négociations entre la Corée du Nord et les États-Unis ou entre la Corée du Nord et la Corée du Sud laissent entrevoir une perte de confiance envers la diplomatie et la collaboration avec ces États. Comme il a été montré dans le premier chapitre, la Corée du Nord a pris part à plusieurs tables de négociation depuis le début des années 1990. Parmi ces dernières, il est possible d'y retrouver entre autres l'*Agreed Framework*, les Pourparlers à six, le *Leap Day Deal*, le sommet de Singapour et le sommet d'Hanoï pour les tentatives américaines de négocier avec les dirigeants nord-coréens. Ces tentatives de négociation se sont toujours terminées soit par un bris des ententes, soit par un échec d'arriver à un accord en fin de ligne. Toutes ces tentatives ratées qui promettaient une réduction des sanctions imposées à la Corée du Nord n'ont fait qu'attiser la colère du régime de Kim. Comme l'expliquent Hecker et Serbin dans leur ouvrage, le refus de Trump de signer un accord avec les Nord-coréens à Hanoï en 2019 a grandement mis en colère Kim Jong Un (Hecker et Serbin, 2023, p. 342), si bien que les liens diplomatiques et les discussions entre ces deux États sont interrompus depuis le 6 octobre 2019. (Snyder, 2019) Les nombreux lancements de missiles sont une autre façon de voir la nouvelle aversion nord-coréenne envers la diplomatie. En continuant ces lancements, le régime nord-coréen montre son manque total de confiance envers la diplomatie et peut espérer être en mesure de faire pression lui-même sur les États coercitifs en exprimant toute son agressivité envers ces derniers.

Bien qu'il n'ait pas été question des négociations effectuées entre la Corée du Nord et la Corée du Sud dans le premier chapitre, il est important de noter que ces dernières sont significatives dans la compréhension de la perte de confiance. Depuis 2000, cinq sommets intercoréens¹⁴ ont eu lieu afin d'établir un lien entre les deux États en plus de discuter des enjeux politiques, économiques et sécuritaires. (Council on Foreign Relations, 2022a) Cependant, ce canal de communication a été coupé et réouvert à de multiples reprises dues à des incidents entre les deux pays. (Council on Foreign Relations, 2022a) Depuis, il n'y a pas eu de nouvelles rondes de négociations entre ces deux États, montrant un refroidissement de la relation. Il est possible de penser que les lancements de missiles nord-coréens indiquent un recul notable dans la relation entre la Corée du Nord, non seulement avec les États-Unis, mais aussi avec la Corée du Sud.

En effet, la Corée du Sud a une longue histoire de partenariat avec les États-Unis et ces deux nations procèdent régulièrement à des exercices militaires dans la péninsule coréenne. (Shin, 2023) Ces manœuvres militaires attisent la méfiance des dirigeants nord-coréens et visent à les intimider et les dissuader de tenter toute action agressive. Enfin, la déclaration de Washington signée par les États-Unis et la Corée du Sud le 26 avril 2023 pourrait diminuer davantage la confiance du régime Kim envers la diplomatie. Cette déclaration couvre plusieurs aspects concernant la collaboration entre les deux États, mais surtout elle ouvre la porte à la possibilité d'implanter des systèmes d'armements nucléaires en sol sud-coréen. (Snyder, 2023) Cette possibilité d'avoir un armement nucléaire ennemi si proche de ses frontières peut inciter la Corée du Nord à s'éloigner de plus en plus de la diplomatie due au manque d'informations concernant les objectifs de l'alliance américano-sud-coréenne. De ce fait, tous ces éléments augmentent le manque de confiance de la Corée du Nord envers la diplomatie, augmentant également l'inefficacité de la diplomatie coercitive par le fait même.

La Guerre de Corée, bien qu'elle ait terminé en 1953, a pu avoir des impacts sur la volonté d'obtenir l'arme nucléaire. En effet, vers la fin de la guerre, les Américains ont mis en place un plan pour positionner des armes nucléaires en sol coréen afin de mettre un terme à la Guerre de Corée. (Posey, 2015) Ces armes servaient à intimider le côté nord-coréen et chinois dans le but de

¹⁴ Les sommets intercoréens ont eu lieu en 2000, 2007, avril 2018, mai 2018 et septembre 2018. (Council on Foreign Relations, 2022a)

les inciter à négocier la fin de la guerre. (Friedman, 1975, p. 75) Dans l'optique où les deux alliés socialistes n'auraient pas cédé aux menaces du camp États-Unis-Corée du Nord, le président Eisenhower aurait considéré l'utilisation de la bombe nucléaire sur ses ennemis. (Friedman, 1975, p. 76) Dans cette optique, il est possible que ce sentiment de terreur causé par ces menaces d'utilisation de l'arme nucléaire ait incité les dirigeants nord-coréens à débiter un programme nucléaire dès la fin des années 1950. En ce sens, la Corée du Nord a décidé de poursuivre son ambition nucléaire afin de se donner du pouvoir face à de grandes puissances comme les États-Unis et son alliée sud-coréenne. (Bennett *et al.*, 2021, p. x) Selon la logique nord-coréenne, un État faible et pauvre a le potentiel de pouvoir compétitionner avec de grandes puissances s'il obtient l'arme nucléaire. (Bennett *et al.*, 2021, p. x) Ainsi, il est possible d'affirmer que les dirigeants nord-coréens ne voulaient plus être coincés et intimidés par des puissances nucléaires. Dans cette optique, la seule façon d'y arriver est de combattre le feu par le feu, soit d'obtenir l'arme nucléaire. Puisqu'il s'agit là d'un moyen de compétitionner avec les puissances nucléaires et coercitives, il est normal que la Corée du Nord ne cède pas à leurs tentatives de diplomatie coercitive, d'où son inefficacité.

2.2.2 La situation régionale et les lacunes du droit international

Enfin, d'autres éléments basés sur l'ensemble de la situation en général peuvent expliquer l'inefficacité des mesures coercitives envers la Corée du Nord. Des éléments liés à la situation régionale et aux lacunes du droit international seront abordés afin de comprendre d'autres facettes qui peuvent affecter négativement la diplomatie coercitive.

La situation régionale de la péninsule coréenne pourrait expliquer pourquoi la Corée du Nord tient tant à l'arme nucléaire. En observant de plus près les États entourant le régime nord-coréen (voir Annexe B), il est possible de remarquer que quelques États possèdent l'arme nucléaire ou sont sous la protection d'un bouclier nucléaire. Au sein des États qui ont l'arme nucléaire à proximité du territoire nord-coréen, il est possible d'y trouver la Chine, l'Inde, le Pakistan, l'Iran et la Russie. La Russie, le Pakistan et l'Iran ont de bonnes relations avec le régime Kim et leur voisinage ne pose pas de problème. Toutefois, le voisinage de la Chine et de l'Inde n'a pas toujours été garante de sécurité assurée pour le régime nord-coréen. Par exemple, l'Inde a dénoncé, notamment en 2013, les tests nucléaires nord-coréens et craignait une instabilité dans la région due aux armements nucléaires nord-coréens. (Reuters Staff, 2013) De son côté, la Chine a déjà eu des

périodes de tension avec la Corée du Nord de 2017 à 2019. Pendant ces périodes, le gouvernement chinois désapprouvait les lancements de missile nord-coréens, allant même jusqu'à ne pas apposer son veto lors de l'imposition de sanctions du Conseil de Sécurité. (Albert, 2019) Ces désaccords et refroidissements de relations peuvent être une source de crainte pour le gouvernement nord-coréen, d'où l'intérêt de conserver sa défense ultime, soit son arme nucléaire. Sans cette défense, la Corée du Nord serait à la merci de ces grandes puissances.

Il est important de noter que plusieurs États dans la région sont sous la protection du bouclier nucléaire américain, une autre source de peur qui pousse le gouvernement nord-coréen à ne pas céder face aux mesures coercitives. En effet, le Japon, la Corée du Sud et l'Australie, bien qu'ils soient hors de l'OTAN, ont des accords de défense avec les États-Unis, les plaçant ainsi sous le parapluie nucléaire américain. (voir Annexe C) En étant placés sous le parapluie nucléaire américain, ces trois pays sont garantis d'être protégés contre toute attaque, y compris contre des attaques nord-coréennes si elles ont lieu. (*The Nuclear World*, 2023) De plus, cette protection sert également à dissuader toute attaque conventionnelle ou nucléaire envers ces trois États. De son côté, la Corée du Nord peut percevoir cette protection par parapluie nucléaire comme menaçant compte tenu de la proximité de ces États ennemis au régime nord-coréen. Considérant cette menace constante, la Corée du Nord n'a d'autre choix que de conserver ses armes nucléaires afin de pouvoir contrebalancer cette menace. De ce fait, il est normal que les dirigeants nord-coréens ne cèdent pas face à la diplomatie coercitive, la rendant donc inefficace.

Enfin, il faut noter que la Corée du Nord s'engage ouvertement dans des activités criminelles qui permettent au régime d'être affecté moins sévèrement par les mesures coercitives. Plus précisément, des activités criminelles sur le cyberspace, le vol de cryptomonnaies dans le cas de la Corée du Nord, posent un réel problème à la bonne application des sanctions économiques. Effectivement, la Corée du Nord possède des pirates informatiques extrêmement performants qui se spécialisent dans le vol de cryptomonnaies. (Naumaan, 2023) Seulement en 2022, les pirates nord-coréens du groupe Lazarus ont volé plus d'un milliard de dollars américains en cryptomonnaie. (Naumaan, 2023) Cet argent volé à des institutions à travers le monde sert principalement à financer le programme nucléaire nord-coréen puisque les sanctions économiques coupent la plupart des entrées d'argent possibles autrement. (Park, 2021, p. 36)

Ainsi, les sanctions économiques ne sont pas efficaces pour dissuader le régime nord-coréen de poursuivre son programme nucléaire dû à des failles dans le droit international qui sont exploitées par les cryptomonnaies. (Ungboriboonpisa, 2022, p. 229) Par exemple, les résolutions adoptées par le Conseil de Sécurité ne mentionnent pas explicitement les cryptomonnaies comme étant des sources de revenus visées par les sanctions, il est question plutôt de gel de revenus étrangers et de comptes bancaires de l'élite nord-coréenne. (Ungboriboonpisa, 2022, p. 229-230) De tels choix de cibles ne couvrent pas les cryptomonnaies, ce qui rend les sanctions inefficaces. L'anonymité des cryptomonnaies et leur décentralisation rendent également impossible une bonne application des mesures coercitives : il est tout simplement impossible de retracer les individus utilisant les cryptomonnaies pour ensuite les cibler. (Ungboriboonpisa, 2022, p. 230) De ce fait, l'utilisation des cryptomonnaies par la Corée du Nord lui est très favorable puisque ces dernières lui offrent une bonne source de financement pour son programme nucléaire tout en contournant le droit international, expliquant pourquoi les mesures de coercition sont inefficaces envers la Corée du Nord.

CONCLUSION

Finalement, il est possible de constater qu'il existe une large variété de facteurs qui peuvent expliquer pourquoi la Corée du Nord résiste encore et toujours à la diplomatie coercitive. Les États coercitifs continuent d'utiliser les mêmes stratégies pour tenter de dissuader le régime nord-coréen de poursuivre son programme nucléaire malgré le fait qu'elles sont objectivement inefficaces. Tel qu'il a été présenté dans le premier chapitre, la Corée du Nord a toujours poursuivi son programme nucléaire malgré les accords signés ou les promesses d'arrêter de chercher à obtenir l'arme nucléaire. Le premier chapitre avait pour but de faire un exposé détaillé de l'histoire du programme nucléaire afin de dénoter ces négociations et tentatives de coercition qui n'ont pas arrêté les dirigeants nord-coréens dans leur quête de puissance. Tous ces revirements de situation dépeignent les lacunes grandissantes de la diplomatie coercitive dans son état actuel. En persistant à l'utiliser dans sa même forme, ces failles sont de plus en plus exploitées par le régime nord-coréen, aboutissant en une continuité du programme nucléaire.

Dans le deuxième chapitre, il a été question d'un éventail de causes qui peuvent expliquer pourquoi la diplomatie coercitive est inefficace envers la Corée du Nord. Parmi ces causes, la théorie réaliste a permis de conclure entre autres que la nécessité de survivre au sein du système international est la force directrice derrière l'impuissance des mesures coercitives. L'accumulation de puissance par le biais des armes nucléaires est ainsi synonyme de sécurité et de perpétuité du régime Kim. À l'inverse, flancher sous la coercition et abandonner les armes nucléaires mettent en danger le régime et la survie de la nation nord-coréenne, d'où l'importance de résister à la diplomatie coercitive. La théorie libérale a notamment montré l'importance de la collaboration entre les États coercitifs lorsqu'il est temps d'appliquer des mesures et sanctions contre un autre État. Dans le cas de la Corée du Nord, les États membres du Conseil de Sécurité de l'ONU n'ont pas su adopter de nouvelles résolutions pour bonifier les sanctions déjà mises en place. Pire encore, les mesures coercitives mises en place par le Conseil de Sécurité ne sont pas suivies par l'entièreté des États membres de l'ONU. Ces États nuisent à l'application des sanctions et permettent à la Corée du Nord de les éviter beaucoup plus facilement. Le libéralisme a également permis de pointer que le système international exclut les acteurs étatiques qui n'ont pas les mêmes valeurs ou buts que la norme, rendant difficile pour les parties de se faire confiance dans leurs relations. En ayant

peu confiance dès le départ, il est normal de croire que les dirigeants nord-coréens n'ont pas voulu laisser de chance à la diplomatie ni se laisser abattre par la coercition. La théorie constructiviste a su ajouter les facteurs sociaux qui expliquent l'inefficacité de la diplomatie coercitive. L'identité politique nord-coréenne, la *Juche* et la réalité unique de ce pays au sein du système international montrent que l'obstination nord-coréenne par rapport au nucléaire est bien ancrée dans sa culture et son identité. Considérant que le programme nucléaire est littéralement gravé au sein de l'identité nord-coréenne, surtout depuis l'autodésignation comme puissance nucléaire en septembre 2022 (Davenport, 2022c), il est donc normal que des stratégies coercitives ne parviennent pas à contraindre le régime nord-coréen.

Il a été également question de causes contextuelles qui peuvent expliquer pourquoi la diplomatie coercitive n'est plus efficace envers la Corée du Nord. En effet, des éléments historiques comme les nombreux échecs de négociation et la guerre de Corée montrent comment le passé influence les problèmes de coercition présents. En analysant le passé, il est possible de constater les nombreuses occasions où la confiance entre la Corée du Nord et les États coercitifs a été affectée négativement. Enfin, des éléments étant liés à la situation régionale et aux lacunes du droit international ont été soulevés comme dernières causes pouvant expliquer l'échec de la diplomatie coercitive envers le régime Kim. Étant entourés d'États ayant accès à des ressources nucléaires militaires, il est normal que les dirigeants nord-coréens tiennent à conserver les leurs. Enfin, les nombreuses failles du droit international permettent au régime nord-coréen d'outrepasser les sanctions qui lui sont imposées, rendant possible la continuation de son programme nucléaire.

Tous les éléments exposés au cours de l'essai permettent enfin de répondre à la question de départ. Ainsi, il est possible d'affirmer que la diplomatie coercitive ne peut plus être efficace contre la Corée du Nord par rapport à la question nucléaire. Effectivement, il serait difficile de conclure autrement avec la grande quantité d'arguments en défaveur de la diplomatie coercitive qui ont été présentés. La diplomatie coercitive est une stratégie qui ne fonctionne plus depuis l'échec de l'*Agreed Framework* de 1994 et qui aurait dû être modifiée dès ce dernier afin d'être en mesure de dissuader la Corée du Nord. Cependant, comme il a été exposé dans le premier chapitre, les États coercitifs ont poursuivi avec la même approche sans considérer d'autres options proposées par des experts et des académiques. Par exemple, Joseph Yun et Frank Aum proposent que les États-Unis insistent sur des gains de sécurité réalistes sur le court terme tout en gardant comme objectif la

dénucléarisation sur le long terme. (Yun et Aum, 2020) S'orienter sur des objectifs plus petits permettrait l'établissement de meilleures relations avec Pyongyang et instaurerait un rapport beaucoup plus stable entre les États. Yun et Aum conseillent également de mettre l'accent sur un principe de proportionnalité et de réciprocité lorsqu'il est temps de négocier. (Yun et Aum, 2020) Faire des concessions qui sont équivalentes aux demandes formulées est un bon moyen d'établir une nouvelle confiance entre les dirigeants. Enfin, ces deux spécialistes recommandent de prioriser la paix avant de prioriser la dénucléarisation. (Yun et Aum, 2020) La paix de la péninsule coréenne est garante de meilleures chances de réussite pour la diplomatie. En ne voyant plus l'adversaire comme une force hostile, les États peuvent établir des relations normalisées. (Yun et Aum, 2020) De son côté, Victor Cha propose une méthode d'accumulation de petits accords pour amener la dénucléarisation. (Cha, 2020) En utilisant cette méthode, négocier et conclure des accords est beaucoup plus facile et nécessite moins d'efforts, ce qui est souhaitable considérant les difficultés passées à tenter de mettre en place des traités. De plus, Cha conseille d'utiliser ce qu'il appelle la « méthode Trump », c'est-à-dire une approche qui privilégie les accords effectués de dirigeant à dirigeant. (Cha, 2020) Mettre en place une relation entre les dirigeants permet d'instaurer un lien direct entre ceux-ci, une relation amicale et un certain degré de transparence (Cha, 2020), ce qui est souhaitable dans le cas de la Corée du Nord. Une telle relation peut baisser les barrières de l'incompréhension culturelle et de la différence politique, ce qui peut faciliter la signature d'un accord. Enfin, Mark E. Manyin, Emma Chanlett-Avery et Beth D. Nikitin ajoutent qu'il serait avantageux de mettre en place des accords diplomatiques pour l'amélioration de la relation américano-nord-coréenne. Spécifiquement, ils proposent de mettre fin à la Guerre de Corée et d'ouvrir des bureaux de liaison aux États-Unis et en Corée du Nord. (Manyin *et al.*, 2021, p. 20) Ces initiatives permettraient une amélioration considérable de la confiance entre ces deux États en plus de l'établissement d'une ligne de communication durable.

Bien sûr, il est impossible de rectifier la dernière trentaine d'années d'échecs de la diplomatie coercitive, mais nous tenterons de développer une méthode alternative dans ce qui suit. Tout d'abord, il est important pour les États coercitifs de modifier le cadrage utilisé dans les politiques extérieures lorsqu'il est question de la Corée du Nord et de son programme nucléaire. En d'autres termes, au lieu de s'axer sur un but de non-prolifération nucléaire de la Corée du Nord, il faudrait plutôt s'axer sur un objectif de dissuasion nucléaire. (Dalton et Kim, 2023, p. 23) En

effet, les entrepreneurs des mesures de coercition n'ont pas pris en compte l'évolution de la situation en Corée du Nord, si bien qu'ils sont restés ancrés dans une optique datant des premières négociations de dénucléarisation du territoire nord-coréen. Pourtant, il est bien connu que la Corée du Nord possède les moyens et est capable de produire des armes nucléaires, faisant d'elle un État nucléaire. (Council on Foreign Relations, 2022c) De plus, comme mentionné plus tôt, la Corée du Nord s'est autoproclamée elle-même comme puissance nucléaire indéniable, un autre fait montrant la nécessité de changer le cadrage du problème nucléaire. Cependant, les grandes puissances nucléaires, comme les États-Unis, s'obstinent à voir la Corée du Nord comme un État n'ayant pas droit à l'arme nucléaire. (Dalton et Kim, 2023, p. 21-22) Continuer sur cette voie n'apportera aucun résultat positif et risque au contraire d'accentuer les tensions entre la Corée du Nord et les puissances nucléaires. Selon le régime nord-coréen, les politiques hostiles des États-Unis et de ses alliés par rapport à la dénucléarisation de l'État nord-coréen sont le carburant principal au développement du nucléaire militaire. (Sang-Hun, 2021) Dans ce sens, il est capital que les États-Unis et ses alliés modifient leur approche, acceptent que la Corée du Nord soit une puissance nucléaire et cherchent à la dissuader d'utiliser l'arme nucléaire. En prônant la dissuasion, les États coercitifs montrent l'acceptation de la Corée du Nord comme puissance nucléaire et pourraient même redonner un minimum de confiance aux dirigeants nord-coréens.

Toutefois, modifier seulement le cadrage de la situation n'est pas suffisant pour être considéré comme une alternative à la diplomatie coercitive. Les États coercitifs et la Corée du Nord doivent retourner aux tables de négociation afin de signer des accords permettant la réduction des risques de conflits, comme le recommandent les spécialistes Victor Cha, Toby Dalton et Jina Kim. (Cha, 2020 ; Dalton et Kim, 2023, p. 22) Afin de réellement réduire les risques occasionnés par le programme nucléaire nord-coréen, plusieurs croient qu'il est nécessaire de joindre la réduction des armements nucléaires nord-coréens à la réduction des armements conventionnels sud-coréens. (Dalton et Kim, 2023, p. 29) En effet, l'augmentation des capacités nucléaires nord-coréennes est directement liée à l'augmentation des capacités militaires conventionnelles de la Corée du Sud. (Dalton et Kim, 2023, p. 30) Les deux Corées sont plongées dans un cycle constant de course à l'armement dans le but d'être toujours mieux protégées l'une de l'autre. (Dalton et Kim, 2023, p. 24) En ayant un accord visant à diminuer la vitesse et la quantité à laquelle les deux parties puissent s'armer, il serait possible que les Corées puissent se faire un peu plus confiance mutuellement. De

plus, il serait important d'inclure des clauses de transparence comme celles de l'*Agreed Framework* de 1994 pour que les deux parties puissent s'assurer de la bonne foi l'une de l'autre. (Dalton et Kim, 2023, p. 26) La transparence entre les deux parties est la clé d'une relation de confiance pouvant mener à une désescalade des tensions. De surcroît, comme le proposent Joseph Yun et Frank Aum, il est essentiel que ces accords incluent les quatre acteurs principaux de la région, soit la Corée du Nord, la Corée du Sud, la Chine et les États-Unis. (Yun et Aum, 2020) Par le passé, les accords passés entre la Corée du Nord et les États-Unis visaient la non-prolifération nucléaire, tandis que les accords entre les deux Corées étaient axés sur d'autres enjeux comme la régulation des armes dans la péninsule coréenne. (Dalton et Kim, 2023, p. 27) Ce faisant, les enjeux nucléaires soulevés par les délégations américaines prenaient le dessus sur les enjeux intercoréens de contrôle des armements, laissant ces derniers de côté. (Council on Foreign Relations, 2022c, p. 27) En incluant la Corée du Sud et les États-Unis dans le processus de négociation, l'accord final serait beaucoup plus complet, porterait sur une grande diversité d'enjeux sécuritaires et contiendrait une large variété de mesures et d'actions prévues pour s'assurer de la bonne mise en œuvre de celui-ci. L'inclusion de la Chine est également nécessaire afin de mettre en confiance la Corée du Nord dans le processus de négociation et pour que la Chine puisse inclure davantage d'enjeux étant liés à la sécurisation de la région sud asiatique.

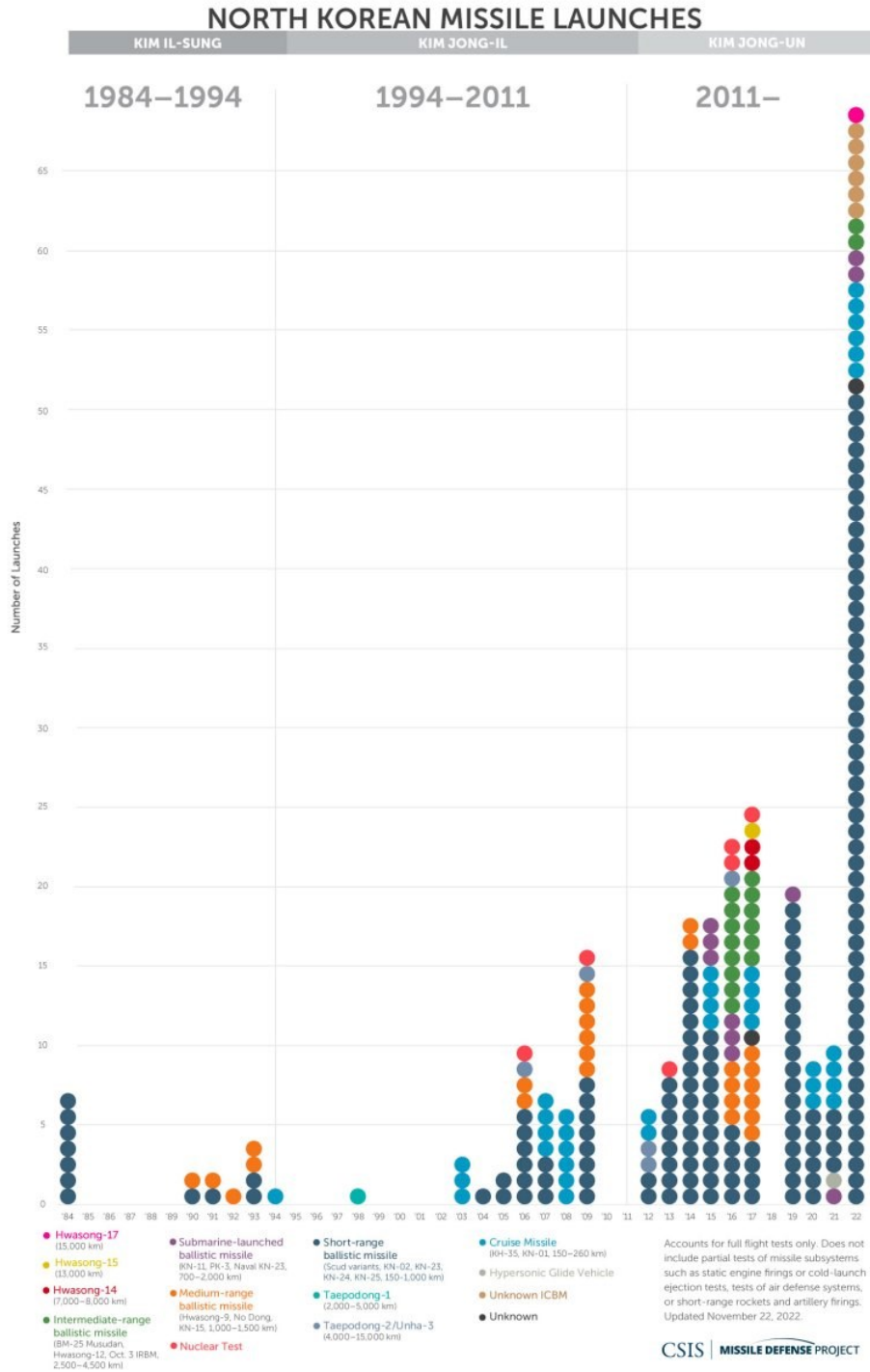
En outre, il serait judicieux pour les États-Unis et ses alliés d'inciter la Chine à appliquer les sanctions onusiennes comme elles le devraient. En effet, la Chine est l'allié par excellence du régime nord-coréen grâce à sa proximité, ses ressemblances d'idéologie politique, son historique ou encore ses liens commerciaux forts avec ce dernier. Les liens économiques entre ces deux États sont réellement significatifs puisque la Chine est le premier partenaire économique du régime Kim (Albert, 2019), faisant en sorte qu'une application de sanctions adéquate pourrait faire mal à son allié. En s'assurant de la collaboration du gouvernement chinois, l'économie nord-coréenne serait durement affectée et aurait peu de chance de se relever sans aide, forçant la main des dirigeants nord-coréens.

Enfin, le problème d'efficacité de la diplomatie coercitive envers le programme nucléaire nord-coréen ne date pas d'hier et est définitivement complexe. Mettre en place des alternatives pourrait être envisageable seulement si les États coercitifs réalisent qu'il est futile de continuer dans la voie de la menace et de la contrainte. Ce fait est davantage incontestable avec les

rapprochements entre la Russie et la Corée du Nord lors d'un sommet stratégique le 13 septembre 2023. (Thibodeau, 2023) La Corée du Nord projette la vente d'armes conventionnelles à la Russie lors de ce sommet, opposant toutes les sanctions mises en place. (Thibodeau, 2023) Un analyste de questions nucléaires, Tom Colinna, nota même le 13 septembre 2023 que les États-Unis ne peuvent rien faire d'autre que de sermonner l'État nord-coréen dans ce contexte. (Thibodeau, 2023) Les sanctions sont déjà très pesantes sur le régime de Kim et il serait impossible de le pénaliser davantage avec le Conseil de Sécurité considérant les vetos chinois et russes. (Thibodeau, 2023) Colinna renchérit en déclarant : « De quoi est-ce que Pyongyang peut bien avoir peur ? C'est un pays sanctionné qui contourne les sanctions en s'alliant à un autre pays sanctionné. » (Thibodeau, 2023) Il est indéniable que les États-Unis et ses alliés ne peuvent plus compter sur leurs mesures de diplomatie coercitive à la lumière de ces événements. La Corée du Nord est un État fier de son programme nucléaire et ne le laissera pas tomber de sitôt, si bien qu'il apparaît évident qu'il faut absolument changer d'approche envers celle-ci. Cette réalité est d'autant plus claire dans un contexte de tensions particulièrement élevées où un simple accident ou encore une parole déplacée pourraient être l'étincelle qui déclenche une catastrophe sans précédent à grande échelle.

ANNEXE A

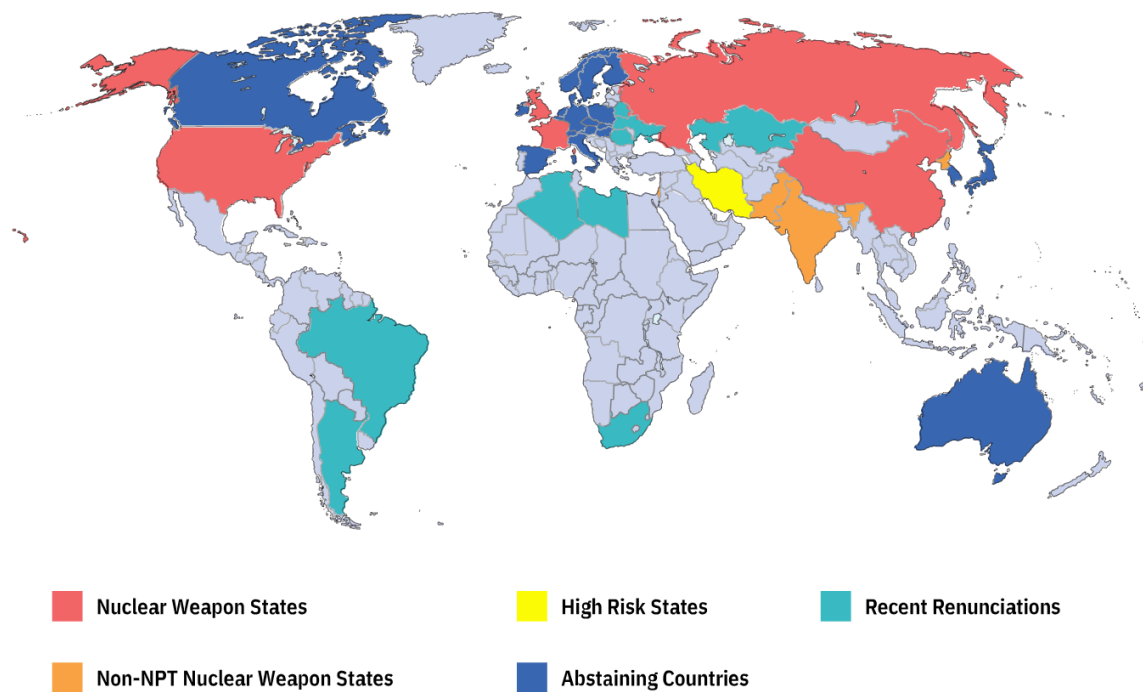
LANCEMENTS DE MISSILES NORD-CORÉENS DE 1984 À 2022



(Missile Defense Project, 2017)

ANNEXE B

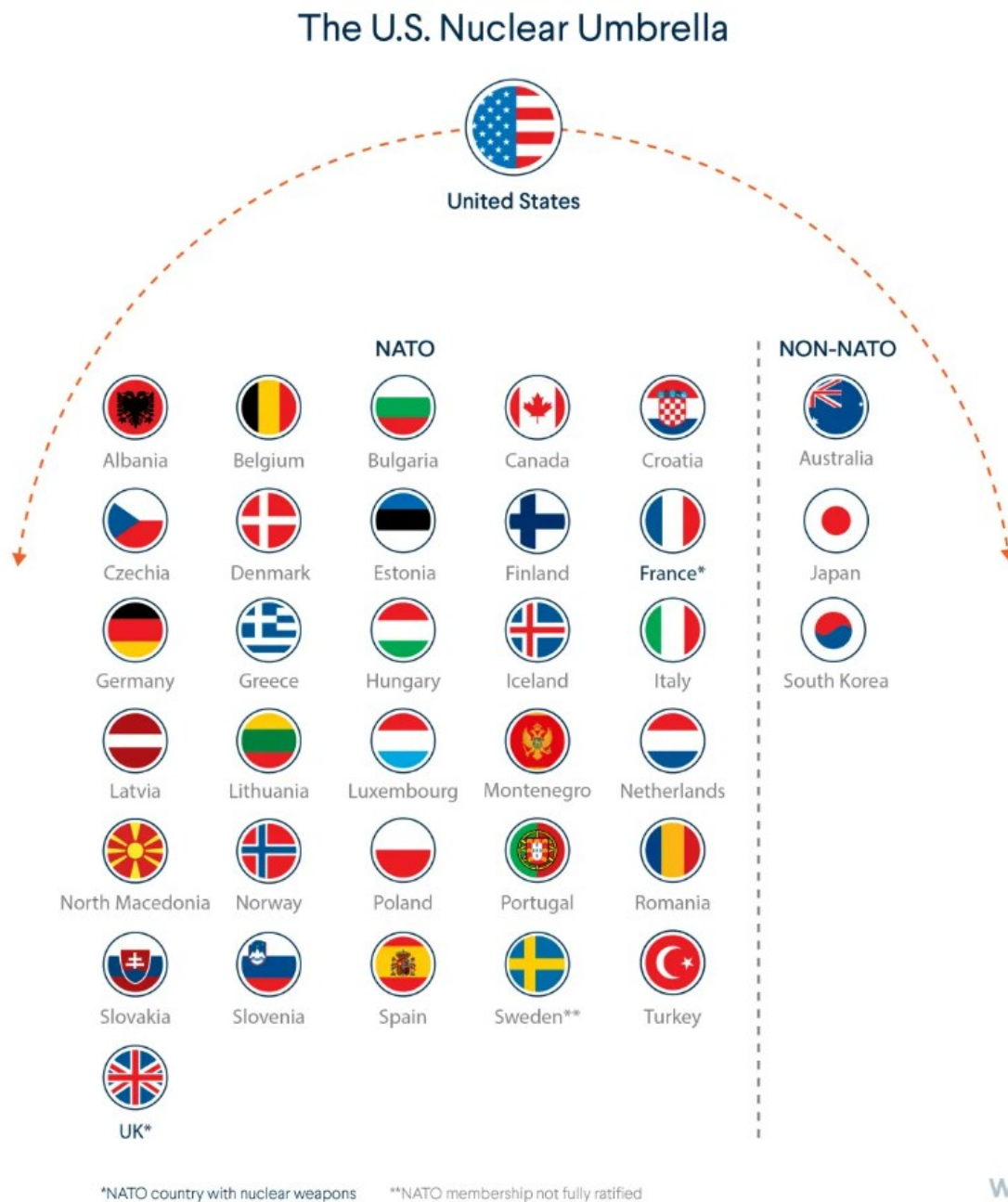
CARTE DE LA PROLIFÉRATION NUCLÉAIRE DANS LE MONDE EN 2020



(Nations on the Threshold, 2020)

ANNEXE C

ÉTATS SOUS LE PARAPLUIE NUCLÉAIRE AMÉRICAIN



World10

(The Nuclear World, 2023)

BIBLIOGRAPHIE

- Affaires mondiales Canada. (2017, 6 novembre). *Désarmement nucléaire et non-prolifération*. AMC. https://www.international.gc.ca/world-monde/issues_development-enjeux_developpement/peace_security-paix_securite/nuclear_radiological-nucleaire_radiologique.aspx?lang=fra
- AFP. (2007, 12 février). *La Corée du Nord accepte un début de démantèlement*. La Libre. <https://www.lalibre.be/international/2007/02/13/la-coree-du-nord-accepte-un-debut-de-demantelement-YUYG2NQHBNBW7NMC7UNQFAFTXM/>
- Agence France-Presse. (2023, 25 août). *US Accuses Russia, China of Covering for North Korea at UN*. Voice of America. <https://www.voanews.com/a/us-accuses-russia-china-of-covering-for-north-korea-at-un/7242103.html>
- Agence internationale de l'énergie atomique. (2018, 4 avril). *L'AIEA et le Traité sur la non prolifération des armes nucléaires*. Agence internationale de l'énergie atomique. <https://www.iaea.org/fr/themes/laiea-et-le-traite-sur-la-non-proliferation-des-armes-nucleaires>
- Albert, E. (2019, 25 juin). *Understanding the China-North Korea Relationship*. Council on Foreign Relations. <https://www.cfr.org/backgroundunder/china-north-korea-relationship>
- Albright, D., Burkhard, S. et Faragasso, S. Alleged Sanctions Violations of UNSC Resolutions on North Korea for 2019/2020: The number is increasing. Institute for Science and International Security. https://isis-online.org/uploads/isis-reports/documents/North_Korea_PoE_sanctions_analysis_report_July_1_Final.pdf 1 juillet 2020.
- Battistella, D., Cornut, J. et Baranets, É. (2019a). Chapitre 4. Le paradigme réaliste. Dans *Théories des relations internationales* (vol. 6e éd., p. 121-168). Presses de Sciences Po. <https://www.cairn.info/theories-des-relations-internationales--9782724624656-p-121.htm>
- Battistella, D., Cornut, J. et Baranets, É. (2019b). *Théories des relations internationales* (6e édition). SciencesPo, les presses.
- Bennett, B. W., Choi, K., Go, M.-H., Bechtol, B. E., Park, J., Klingner, B. et Cha, D.-H. (2021). *Countering the risks of North Korean nuclear weapons*. RAND Corporation.
- Bermudez Jr., J. S. A History of Ballistic Missile Development in the DPRK. Center for Nonproliferation Studies. <https://www.nonproliferation.org/wp-content/uploads/2016/09/op2.pdf> 1999.
- Carrel-Billiard, F. et Wing, C. (2010). *Nuclear Energy, Nonproliferation, and Disarmament: Briefing Notes for the 2010 NPT Review Conference*. International Peace Institute. https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2010/04/media_pdf_publications_nuclearcomplete2.pdf

Center for Korean Legal Studies. (s. d.). *North Korea's Nuclear Program: A History*. Columbia Law School Center for Korean Legal Studies. Récupéré le de <https://kls.law.columbia.edu/content/north-koreas-nuclear-program-history>

Cha, V. (2020, 22 décembre). *Denuclearizing North Korea: Six Options for Biden*. War on the Rocks. <https://warontherocks.com/2020/12/denuclearizing-north-korea-six-options-for-biden/>

Conseil de l'Union européenne. (2022, 21 avril). *EU restrictive measures against North Korea*. European Council - Council of the European Union. <https://www.consilium.europa.eu/en/policies/sanctions/history-north-korea/>

Council on Foreign Relations. (2012, 21 mai). *The Global Nuclear Nonproliferation Regime*. Council on Foreign Relations. <https://www.cfr.org/report/global-nuclear-nonproliferation-regime>

Council on Foreign Relations. (2022a). *Timeline: North Korean Nuclear Negotiations*. Council on Foreign Relations. <https://www.cfr.org/timeline/north-korean-nuclear-negotiations>

Council on Foreign Relations. (2022b, 27 juin). *What to Know About Sanctions on North Korea*. Council on Foreign Relations. <https://www.cfr.org/background/north-korea-sanctions-un-nuclear-weapons>

Council on Foreign Relations. (2022c, 28 juin). *What's the Status of North Korea's Nuclear Program?* Council on Foreign Relations. <https://www.cfr.org/background/north-korea-nuclear-weapons-missile-tests-military-capabilities>

Dalton, T. et Kim, J. (2023). Rethinking Arms Control with a Nuclear North Korea. *Survival*, 65(1), 21-48. <https://doi.org/10.1080/00396338.2023.2172847>

Danilovic, V. (2002). *When the Stakes Are High: Deterrence and Conflict among Major Powers*. University of Michigan Press. <https://catalog.hathitrust.org/Record/004323868>

Davenport, K. (2017). Trump Seeks More Pressure on North Korea. *Arms Control Today*, 47(10), 28-29.

Davenport, K. (2018). Trump Agrees to Summit With North Korea's Kim. *Arms Control Today*, 48(3), 25-26.

Davenport, K. (2019). Chinese President Visits North Korea. *Arms Control Today*, 49(6), 28-29.

Davenport, K. (2020, juillet). *North Korea Proliferation Issues*. Arms Control Association. <https://www.armscontrol.org/taxonomy/term/141>

Davenport, K. (2022a, janvier). *UN Security Council Resolutions on North Korea*. Arms Control Association. <https://www.armscontrol.org/factsheets/UN-Security-Council-Resolutions-on-North-Korea>

- Davenport, K. (2022b, février). *The U.S.-North Korean Agreed Framework at a Glance*. Arms Control Association. <https://www.armscontrol.org/factsheets/agreedframework>
- Davenport, K. (2022c, octobre). *North Korea Passes Nuclear Law*. Arms Control Association. <https://www.armscontrol.org/act/2022-10/news/north-korea-passes-nuclear-law>
- Davenport, K. (2023a). North Korea Vows Response to U.S.-South Korean Plans. *Arms Control Today*. <https://www.armscontrol.org/act/2023-06/news/north-korea-vows-response-us-south-korean-plans>
- Davenport, K. (2023b). U.S., South Korea Agree to Strengthen Nuclear Coordination. *Arms Control Today*. <https://www.armscontrol.org/act/2023-05/news/us-south-korea-agree-strengthen-nuclear-coordination>
- David, C. P. (2015). *Au sein de la Maison-Blanche: de Truman à Obama : la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis* (3e éd.). Presses de l'Université Laval.
- David, C.-P. (2012). *La guerre et la paix: approches et enjeux de la sécurité et de la stratégie* (3e éd.). Presses de Sciences po.
- De Guzman, C. (2023, 12 avril). *North Korea Keeps Launching Missile Tests. How Real Is the Threat?* Time. <https://time.com/6266737/north-korea-ballistic-missile-tests-2023/>
- Debs, A. et Monteiro, N. P. (2017). *Nuclear Politics: The Strategic Causes of Proliferation*. Cambridge University Press.
- Département d'État des États-Unis. (2000, 12 octobre). *U.S.-DPRK Joint Communiqué*. U.S. Department of State. https://1997-2001.state.gov/regions/eap/001012_usdprk_jointcom.html
- Deudney, D. et Ikenberry, G. J. (1999). The Nature and Sources of Liberal International Order. *Review of International Studies*, 25(2), 179-196.
- Dimitrova, A. (2012). Le débat sur la politique étrangère d'Obama : quelle nouvelle « grande stratégie » pour les États-Unis ? *Études internationales*, 43(2), 231-256. <https://doi.org/10.7202/1011552ar>
- Doyle, M. W. (1986). Liberalism and World Politics. *American Political Science Review*, 80(4), 1151-1169. <https://doi.org/10.2307/1960861>
- École de politique appliquée. (s. d.). *Corée du Nord*. Perspective Monde. Récupéré le de <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMPays/PRK>
- États-Unis d'Amérique et République populaire démocratique de Corée. *Agreed Framework Between the United States of America and the Democratic People's Republic of Korea*. INFCIRC/457.

<https://web.archive.org/web/20031217175315/http://www.iaea.org/Publications/Documents/Infcircs/Others/infcirc457.pdf>

- Fifield, A. (2016, 22 février). Punishing North Korea: A rundown on current sanctions. *The Washington Post*.
<https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2016/02/22/punishing-north-korea-a-run-down-on-current-sanctions/>
- Friedman, E. (1975). Nuclear Blackmail and the End of the Korean War. *Modern China*, 1(1), 75-91.
- Frohman, B., Rafaelof, E. et Dale-Huang, A. (2022, 24 janvier). *The China-North Korea Strategic Rift: Background and Implications for the United States*. U.S.-China Economic and Security Review Commission. https://www.uscc.gov/sites/default/files/2022-01/China-North_Korea_Strategic_Rift.pdf
- Hecker, S. S. et Serbin, E. A. (2023). *Hinge Points: An Inside Look at North Korea's Nuclear Program*. Stanford University Press.
<http://ebookcentral.proquest.com/lib/uqam/detail.action?docID=30158491>
- Herz, J. H. (1951). *Political realism and political idealism, a study in theories and realities*. University of Chicago Press.
- Hudson, J. et Nakashima, E. (2021, 30 avril). Biden administration forges new path on North Korea crisis in wake of Trump and Obama failures. *The Washington Post*.
https://www.washingtonpost.com/national-security/biden-administration-forges-new-path-on-north-korea-crisis-in-wake-of-trump-and-obama-failures/2021/04/30/c8bef4f2-a9a9-11eb-b166-174b63ea6007_story.html
- Jackson, V. (2019). The Rebalance, Entrapment Fear, and Collapsism: The Origins of Obama's North Korea Policy. *Asian Perspective*, 43(4), 593-619.
<https://doi.org/10.1353/apr.2019.0025>
- Jakobsen, P. V. (2022). Coercive Diplomacy. Dans A. Collins (dir.), *Contemporary Security Studies* (2e éd., p. 277-298). Oxford University Press.
- Katzenstein, P. J. (dir.). (1996). *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics* (p. 560 Pages). Columbia University Press.
- KEDO. (s. d.). *About Us: Our History*. KEDO. Récupéré le de http://www.kedo.org/au_history.asp
- Keohane, R. O. (1982). The Demand for International Regimes. *International Organization*, 36(2), 325-355.
- Keohane, R. O. (1989). *International institutions and state power: essays in international relations theory*. Westview Press.

- Kimball, D. et Bugos, S. (2022, août). *Timeline of the Nuclear Nonproliferation Treaty (NPT)*. Arms Control Association. <https://www.armscontrol.org/factsheets/NPT-Timeline>
- Lee, G. (2003). The Political Philosophy of Juche. *Stanford Journal of East Asian Affairs*, 3(1), 8.
- Manyin, M. E., Chanlett-Avery, E. et Nikitin, M. B. D. (2021, 4 mai). *Nuclear Negotiations with North Korea* (R45033). Congressional Research Service. <https://crsreports.congress.gov/product/pdf/R/R45033>
- Manyin, M. E., Chanlett-Avery, E., Nikitin, M. B. D., Rinehart, I. E. et Williams, B. R. U.S.-South Korea Relations. Congressional Research Service. <https://apps.dtic.mil/sti/pdfs/AD1007031.pdf> 28 mars 2016.
- Martin, L. L. (2007). Neoliberalism. Dans T. Dunne, M. Kurki et S. Smith (dir.), *International relations theories: discipline and diversity* (p. 109-126). Oxford University Press.
- Mastro, O. S. (2018). Why China Won't Rescue North Korea: What to Expect If Things Fall Apart. *Foreign Affairs*, 97(1), 58-66.
- Mearsheimer, J. J. (2001). *The tragedy of Great Power politics*. Norton.
- Missile Defense Project. (2017, 20 avril). *North Korean Missile Launches & Nuclear Tests: 1984-Present* (version 25 avril 2023) [Jeu de données]. <https://missilethreat.csis.org/north-korea-missile-launches-1984-present/>
- Moravcsik, A. (1997a). Taking Preferences Seriously: A Liberal Theory of International Politics. *International Organization*, 51(4), 513-553.
- Moravcsik, A. (1997b). Taking Preferences Seriously: A Liberal Theory of International Politics. *International Organization*, 51(4), 513-553.
- Nah, L. T. (2015). *Nuclear disarmament through a realist-liberal-constructivist Mosaic* [Thèse, Nanyang Technological University]. <https://dr.ntu.edu.sg/bitstream/10356/65421/3/65421%20%20PhD%20Dissertation%20Version%203.0.pdf>
- Nations on the Threshold*. (2020). Atomic Archive. <https://www.atomicarchive.com/history/cold-war/page-24.html>
- Nations Unies. *Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP)*. 10485. <https://treaties.un.org/doc/Publication/UNTS/Volume%20729/volume-729-I-10485-French.pdf>
- Naumaan, S. (2023, 12 janvier). *North Korea's Cryptocurrency Craze and its Impact on U.S. Policy*. Council on Foreign Relations. <https://www.cfr.org/blog/north-koreas-cryptocurrency-craze-and-its-impact-us-policy>

- Non-Proliferation Regime: What Is It? Why Is It Important? (2023). *Nuclear Threat Initiative*.
<https://tutorials.nti.org/nonproliferation-regime-tutorial/nti-nuclear-nonproliferation-regime-treaties-by-country/>
- Office of Foreign Assets Control. North Korea Sanctions Program. Department of the Treasury.
<https://ofac.treasury.gov/media/9221/download?inline> 2 novembre 2016.
- Panda, A. (2016, 29 février). *A Great Leap to Nowhere: Remembering the US-North Korea 'Leap Day' Deal*. *The Diplomat*. <https://thediplomat.com/2016/02/a-great-leap-to-nowhere-remembering-the-us-north-korea-leap-day-deal/>
- Panke, D. et Risse, T. (2007). Liberalism. Dans T. Dunne, M. Kurki et S. Smith (dir.), *International relations theories: discipline and diversity* (p. 89-108). Oxford University Press.
- Park, J. (2021). The Lazarus Group: The Cybercrime Syndicate Financing the North Korea State. *Harvard International Review*, 42(2), 34-39.
- Philipp, E. (2016). States Adopt New North Korea Sanctions. *Arms Control Today*, 46(3), 20-22.
- Posey, C. A. (2015, juillet). *How the Korean War Almost Went Nuclear*. *Smithsonian Magazine*.
<https://www.smithsonianmag.com/air-space-magazine/how-korean-war-almost-went-nuclear-180955324/>
- Reuters Staff. (2013, 12 février). India says North Korea nuclear test « of deep concern ». *Reuters*. <https://www.reuters.com/article/us-korea-north-india-idUSBRE91B0DO20130212>
- Reuters, T. (2023, 15 juin). *North Korea launches 2 ballistic missiles after South Korea, U.S. military drills*. *CBC*. <https://www.cbc.ca/news/world/north-korea-missile-japan-zone-1.6877256>
- Russett, B. M. et Oneal, J. R. (2001). *Triangulating peace: democracy, interdependence, and international organizations*. Norton.
- Sang-Hun, C. (2021, 2 mai). North Korea Warns Biden Against 'Hostile Policy'. *The New York Times*, World. <https://www.nytimes.com/2021/05/02/world/asia/north-korea-biden.html>
- Shear, M. D. et Sanger, D. E. (2017, 21 novembre). Trump Returns North Korea to List of State Sponsors of Terrorism. *The New York Times*.
<https://www.nytimes.com/2017/11/20/us/politics/north-korea-trump-terror.html>
- Shin, H. (2023, 15 juin). South Korea's Yoon oversees major live-fire drills with U.S. *Reuters* (Séoul). <https://www.reuters.com/world/south-koreas-yoon-oversees-major-live-fire-drills-with-us-2023-06-15/>
- Snyder, S. A. (2019, 8 octobre). *Why U.S.-North Korea Talks Failed Again*. Council on Foreign Relations. <https://www.cfr.org/in-brief/why-us-north-korea-talks-failed-again>

- Snyder, S. A. (2023, 27 avril). *The Washington Declaration: Expanding the Nuclear Dimension of the U.S.-South Korean Alliance Response*. Council on Foreign Relations. <https://www.cfr.org/blog/washington-declaration-expanding-nuclear-dimension-us-south-korean-alliance-response>
- Staff and agencies. (2003, 10 janvier). North Korea withdraws from nuclear treaty. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/world/2003/jan/10/northkorea1>
- The nuclear non-proliferation and disarmament regime*. (2023). Stockholm International Peace Research Institute. <https://www.sipri.org/research/armament-and-disarmament/nuclear-disarmament-arms-control-and-non-proliferation/nuclear-non-proliferation-disarmament-regime>
- The Nuclear World*. (2023, 27 juillet). World101. <https://world101.cfr.org/global-era-issues/nuclear-proliferation/nuclear-world>
- The White House. (2017). Executive Order 13810 of September 20, 2017 : Imposing Additional Sanctions With Respect to North Korea. *Presidential Documents*, 82(184), 44705-44709.
- Thibodeau, M. (2023, 13 septembre). Un sommet stratégique pour la Russie et la Corée du Nord. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/international/asia-et-oceanie/2023-09-13/un-sommet-strategique-pour-la-russie-et-la-coree-du-nord.php>
- Trump, D. J. et Kim, J.-U. (2018, 12 juin). *Joint Statement of President Donald J. Trump of the United States of America and Chairman Kim Jong Un of the Democratic People's Republic of Korea at the Singapore Summit*. The White House. <https://trumpwhitehouse.archives.gov/briefings-statements/joint-statement-president-donald-j-trump-united-states-america-chairman-kim-jong-un-democratic-peoples-republic-korea-singapore-summit/>
- Ungboriboonpaisal, T. (2022). Efficacy of Economic Sanctions in the Face of Cryptocurrency Commentary. *New York University Journal of International Law and Politics*, 55(1), 221-236.
- Waltz, K. N. (1979). *Theory of international politics* (1ère édition). McGraw-Hill.
- Wendt, A. (1995). Constructing International Politics. *International Security*, 20(1), 71-81.
- Wolfsthal, J. B. (1993). North Korea Threatens Withdrawal From Non-Proliferation Treaty. *Arms Control Today*, 23(3), 22-22.
- Yun, J. et Aum, F. (2020, 1^{er} octobre). *Four Ideas for a More Practical Approach to North Korea*. United States Institute of Peace. <https://www.usip.org/publications/2020/10/four-ideas-more-practical-approach-north-korea>